



ECONOCOM GROUP SE

**Rapport du commissaire à l'assemblée générale
des actionnaires sur les comptes annuels pour
l'exercice clôturé le 31 décembre 2015**

Le 15 avril 2016

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE
LA SOCIETE ECONOCOM GROUP SE SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE
CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015**

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels, ainsi que les déclarations complémentaires requises. Les comptes annuels comprennent le bilan au 31 décembre 2015, le compte de résultats de l'exercice clôturé à cette date et l'annexe.

Rapport sur les comptes annuels – Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de Econocom Group SE (« la Société ») pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2015, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à EUR 722.483.435,06 et le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice 2015 de EUR 4.634.067,51.

Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement des comptes annuels

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (normes ISA). Ces normes requièrent que nous nous conformions aux exigences déontologiques et que nous planifions et réalisons l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne de la Société relatif à l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société. Un audit consiste également en l'appréciation du caractère approprié des règles d'évaluation retenues, du caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la Société les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2015 ainsi que de ses résultats pour l'exercice clôturé à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la Société.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (normes ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons les déclarations complémentaires suivantes, qui ne sont pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes annuels:

- Le rapport de gestion traite des informations requises par le Code des Sociétés, concorde avec les comptes annuels et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat;
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique;
- L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires; et
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.

Sint-Stevens-Woluwe, le 15 avril 2016

Le commissaire
PwC Reviseurs d'Entreprises SCCRL
Représenté par



Damien Walgrave
Reviser d'Entreprises

40				1	EUR	
NAT.	Date du dépôt	N° 0422.646.816	P.	U.	D.	C 1.1

COMPTES ANNUELS EN EUROS (2 décimales)

DENOMINATION: ECONOCOM GROUP

Forme juridique: SE

Adresse: Place du Champs de Mars

N°: 5

Code postal: 1050

Commune: Bruxelles 5

Pays: Belgique

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de Commerce de Bruxelles, francophone

Adresse Internet *:

Numéro d'entreprise **0422.646.816**

DATE **21/12/2015** du dépôt de l'acte constitutif OU du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS approuvés par l'assemblée générale du **17/05/2016**

et relatifs à l'exercice couvrant la période du **1/01/2015** au **31/12/2015**

Exercice précédent du **1/01/2014** au **31/12/2014**

Les montants relatifs à l'exercice précédent ~~ont~~ **ne sont pas** ** identiques à ceux publiés antérieurement

LISTE COMPLETE avec nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise des ADMINISTRATEURS, GERANTS ET COMMISSAIRES

Dürreman Gaspard

Avenue Bosquet 50 , 75007 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 17/05/2011- 16/05/2017

De Water Charles

Korte Veersteeg 4D , 4157 GR Enspjck, Pays-Bas

Fonction : Administrateur

Mandat : 17/05/2011- 21/05/2015

Bouchard Jean-Louis

Avenue Gabriel 38 , 75008 Paris, France

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 18/05/2010- 17/05/2016

Bret Christian

Rue Pérignon 7 , 75015 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 18/05/2010- 17/05/2016

Documents joints aux présents comptes annuels:

Nombre total de pages déposées: **43** Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet: 5.2.1, 5.2.3, 5.2.4, 5.3.1, 5.3.3, 5.3.4, 5.3.6, 5.4.2, 5.5.2, 5.16, 8, 9

Signature
(nom et qualité)
ROESCH Jean-Philippe
Administrateur-délégué

Signature
(nom et qualité)
BOUCHARD Jean-Louis
Président et Administrateur-délégué

* Mention facultative.

** Biffer la mention inutile.

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GERANTS ET COMMISSAIRES (suite de la page précédente)

Kouyoumdjian Rafi

Rue de Lubeck 25/27 , 75116 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 21/05/2013- 21/05/2019

Roesch Jean-Philippe

Avenue de la Criolla 21 , 92150 Suresnes, France

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 20/05/2014- 19/05/2020

Lemaistre Bruno

Avenue Lequime 59 , 1640 Rhode-Saint-Genèse, Belgique

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 20/05/2014- 19/05/2020

Bouchard Robert

Rue des Cérisoles 4 , 75008 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 19/05/2015- 18/05/2021

Mounet Jean

Quai du Parc 60 , 94100 Saint-Maur-des-Fossés, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 5/11/2011- 16/05/2017

di Benedetto Véronique

Rue Miromesnil 86 , 75008 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 5/11/2011- 16/05/2017

Butler Walter

Cours Albert 1er 30 , 75008 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 8/11/2013- 21/05/2019

Grossi Bruno

Rue Molitor 13 , 75016 Paris, France

Fonction : Administrateur délégué

Mandat : 18/12/2015- 21/05/2019

Croix Georges

rue Salomon Reinach 1 , 78100 Saint-Germain-en-Laye, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 18/12/2015- 21/05/2019

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GERANTS ET COMMISSAIRES (suite de la page précédente)

Pwc Réviseurs d'Entreprises SCCRL 0429.501.944

Woluwedal 18 , 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00009

Mandat : 20/05/2014- 17/05/2016

Représenté par

Walgrave Damien

Woluwedal 18 , 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique

Réviseur d'entreprise

Numéro de membre : A02037

DECLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VERIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLEMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont* pas été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous : les nom, prénom, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise**,
- B. L'établissement des comptes annuels**,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

* Biffer la mention inutile.

** Mention facultative.

BILAN APRES REPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
ACTIFS IMMOBILISES		20/28	<u>666.370.652,94</u>	<u>652.517.788,89</u>
Frais d'établissement	5.1	20	1.938.921,75	1.817.996,97
Immobilisations incorporelles	5.2	21	106.911,01	244.557,95
Immobilisations corporelles	5.3	22/27	41.973,69	50.175,07
Terrains et constructions		22		
Installations, machines et outillage		23	19.418,01	27.619,39
Mobilier et matériel roulant		24		
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26	22.555,68	22.555,68
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	5.4/ 5.5.1	28	664.282.846,49	650.405.058,90
Entreprises liées	5.14	280/1	662.432.524,23	649.998.302,24
Participations		280	507.041.435,48	493.607.213,49
Créances		281	155.391.088,75	156.391.088,75
Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	5.14	282/3		
Participations		282		
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8	1.850.322,26	406.756,66
Actions et parts		284	1.844.645,60	401.080,00
Créances et cautionnements en numéraire		285/8	5.676,66	5.676,66
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>56.112.782,12</u>	<u>38.917.775,49</u>
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3	8.658,56	17.145,75
Stocks		30/36	8.658,56	17.145,75
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34	8.658,56	17.145,75
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	10.806.122,41	29.864.849,82
Créances commerciales		40	9.697.897,81	27.169.815,68
Autres créances		41	1.108.224,60	2.695.034,14
Placements de trésorerie	5.5.1/ 5.6	50/53	43.714.720,06	8.984.872,05
Actions propres		50	43.135.629,07	8.701.421,74
Autres placements		51/53	579.090,99	283.450,31
Valeurs disponibles		54/58	1.569.643,13	37.570,59
Comptes de régularisation	5.6	490/1	13.637,96	13.337,28
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	<u>722.483.435,06</u>	<u>691.435.564,38</u>

PASSIF	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES		10/15	288.415.196,49	299.985.025,80
Capital	5.7	10	21.563.999,88	21.563.999,88
Capital souscrit		100	21.563.999,88	21.563.999,88
Capital non appelé		101		
Primes d'émission		11	172.319.722,49	188.568.145,34
Plus-values de réévaluation		12	2.519.796,66	2.519.796,66
Réserves		13	45.709.633,53	11.275.426,20
Réserve légale		130	2.156.399,99	2.156.399,99
Réserves indisponibles		131	43.135.629,07	8.701.421,74
Pour actions propres		1310	43.135.629,07	8.701.421,74
Autres		1311		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133	417.604,47	417.604,47
Bénéfice (Perte) reporté(e)	(+)/(-)	14	46.302.043,93	76.057.657,72
Subsides en capital		15		
Avance aux associés sur répartition de l'actif net		19		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES		16	13.700.191,80	13.288.930,80
Provisions pour risques et charges		160/5	13.700.191,80	13.288.930,80
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162		
Autres risques et charges	5.8	163/5	13.700.191,80	13.288.930,80
Impôts différés		168		
DETTES		17/49	420.368.046,77	378.161.607,78
Dettes à plus d'un an	5.9	17	279.498.455,35	281.157.455,45
Dettes financières		170/4	279.498.455,35	281.157.455,45
Emprunts subordonnés		170		
Emprunts obligataires non subordonnés		171	279.498.455,35	176.657.455,45
Dettes de location-financement et assimilées		172		
Etablissements de crédit		173		
Autres emprunts		174		104.500.000,00
Dettes commerciales		175		
Fournisseurs		1750		
Effets à payer		1751		
Acomptes reçus sur commandes		176		
Autres dettes		178/9		
Dettes à un an au plus		42/48	140.783.658,47	96.981.398,63
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	5.9	42	4.101.753,85	2.624.999,85
Dettes financières		43	129.664.587,24	80.403.791,33
Etablissements de crédit		430/8	52.500.000,00	125.764,46
Autres emprunts		439	77.164.587,24	80.278.026,87
Dettes commerciales		44	3.189.284,79	11.461.449,20
Fournisseurs		440/4	3.189.284,79	11.461.449,20
Effets à payer		441		
Acomptes reçus sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales	5.9	45	2.913.989,89	829.954,45
Impôts		450/3	2.097.985,49	229.624,81
Rémunérations et charges sociales		454/9	816.004,40	600.329,64
Autres dettes		47/48	914.042,70	1.661.203,80
Comptes de régularisation	5.9	492/3	85.932,95	22.753,70
TOTAL DU PASSIF		10/49	722.483.435,06	691.435.564,38

COMPTES DE RESULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/74	19.255.715,54	29.947.651,36
Chiffre d'affaires	5.10	70	14.227.517,62	28.675.751,87
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction) (+)/(-)		71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	5.10	74	5.028.197,92	1.271.899,49
Coût des ventes et des prestations		60/64	17.641.881,96	7.754.279,22
Approvisionnements et marchandises		60		
Achats		600/8		
Stocks: réduction (augmentation).....(+)/(-)		609		
Services et biens divers		61	14.068.694,61	19.099.707,71
Rémunérations, charges sociales et pensions(+)/(-)	5.10	62	2.583.787,74	12.589.054,60
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	152.553,65	139.443,82
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		631/4	1.931,33	5.406,71
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-)	5.10	635/7	411.261,00	-24.079.690,73
Autres charges d'exploitation	5.10	640/8	423.653,63	357,11
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration		649		
Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-)		9901	1.613.833,58	22.193.372,14
Produits financiers		75	14.170.395,48	15.574.622,66
Produits des immobilisations financières		750	10.815.423,64	12.617.251,41
Produits des actifs circulants		751	73.731,70	157.694,89
Autres produits financiers	5.11	752/9	3.281.240,14	2.799.676,36
Charges financières	5.11	65	9.247.886,22	14.339.262,74
Charges des dettes		650	8.587.299,26	11.163.321,86
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-)		651	15.000,00	8.000,00
Autres charges financières		652/9	645.586,96	3.167.940,88
Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts (+)/(-)		9902	6.536.342,84	23.428.732,06

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits exceptionnels		76		3.810.134,59
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		760		
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières		761		
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		762		
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés		763		3.810.134,59
Autres produits exceptionnels	5.11	764/9		
Charges exceptionnelles		66	33.000,00	
Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		660		
Réductions de valeur sur immobilisations financières		661	33.000,00	
Provisions pour risques et charges exceptionnels		662		
Dotations (utilisations)(+)/(-)		662		
Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés		663		
Autres charges exceptionnelles	5.11	664/8		
Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration		669		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts(+)/(-)		9903	6.503.342,84	27.238.866,65
Prélèvements sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat(+)/(-)	5.12	67/77	1.869.275,33	83.482,53
Impôts		670/3	1.869.275,33	83.482,53
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales		77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-)		9904	4.634.067,51	27.155.384,12
Prélèvements sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)		9905	4.634.067,51	27.155.384,12

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter(+)/(-)	9906	80.691.725,23	98.392.472,87
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)	(9905)	4.634.067,51	27.155.384,12
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent(+)/(-)	14P	76.057.657,72	71.237.088,75
Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
sur le capital et les primes d'émission	791		
sur les réserves	792		
Affectations aux capitaux propres	691/2	34.389.681,30	22.334.815,15
au capital et aux primes d'émission	691		
à la réserve légale	6920		168.971,45
aux autres réserves	6921	34.389.681,30	22.165.843,70
Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-)	(14)	46.302.043,93	76.057.657,72
Intervention d'associés dans la perte	794		
Bénéfice à distribuer	694/6		
Rémunération du capital	694		
Administrateurs ou gérants	695		
Autres allocataires	696		

ANNEXE

ETAT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	20P	xxxxxxxxxxxxxxx	1.817.996,97
Mutations de l'exercice			
Nouveaux frais engagés	8002	630.585,00	
Amortissements	8003	509.660,22	
Autres (+)/(-)	8004		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	(20)	1.938.921,75	
Dont			
Frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement	200/2		
Frais de restructuration	204		

CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE, MARQUES ET DROITS SIMILAIRES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052P	xxxxxxxxxxxxxxx	564.372,00
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8022		
Cessions et désaffectations	8032		
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8042		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8052	564.372,00	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122P	xxxxxxxxxxxxxxx	319.814,05
Mutations de l'exercice			
Actés	8072	137.646,94	
Repris	8082		
Acquis de tiers	8092		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8102		
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8112		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8122	457.460,99	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	211	<u>106.911,01</u>	

INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192P	xxxxxxxxxxxxxxx	99.875,68
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8162	6.705,33	
Cessions et désaffectations	8172	1.469,85	
Transferts d'une rubrique à une autre	8182	(+)/(-)	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192	105.111,16	
Plus-values au terme de l'exercice	8252P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8212		
Acquises de tiers	8222		
Annulées	8232		
Transférées d'une rubrique à une autre	8242	(+)/(-)	
Plus-values au terme de l'exercice	8252		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322P	xxxxxxxxxxxxxxx	72.256,29
Mutations de l'exercice			
Actés	8272	14.906,71	
Repris	8282		
Acquis de tiers	8292		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8302	1.469,85	
Transférés d'une rubrique à une autre	8312	(+)/(-)	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322	85.693,15	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(23)	19.418,01	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8195P	xxxxxxxxxxxxxxx	22.555,68
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8165		
Cessions et désaffectations	8175		
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8185		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8195	22.555,68	
Plus-values au terme de l'exercice	8255P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8215		
Acquises de tiers	8225		
Annulées	8235		
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8245		
Plus-values au terme de l'exercice	8255		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8325P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actés	8275		
Repris	8285		
Acquis de tiers	8295		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8305		
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8315		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8325		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(26)	<u>22.555,68</u>	

ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIEES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391P	xxxxxxxxxxxxxxx	491.587.416,83
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8361	13.469.421,99	
Cessions et retraits	8371	200,00	
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8381	-2.000,00	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391	505.054.638,82	
Plus-values au terme de l'exercice	8451P	xxxxxxxxxxxxxxx	2.519.796,66
Mutations de l'exercice			
Actées	8411		
Acquises de tiers	8421		
Annulées	8431		
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8441		
Plus-values au terme de l'exercice	8451	2.519.796,66	
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521P	xxxxxxxxxxxxxxx	500.000,00
Mutations de l'exercice			
Actées	8471	33.000,00	
Reprises	8481		
Acquises de tiers	8491		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8501		
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8511		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521	533.000,00	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice (+)/(-)	8541		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(280)	<u>507.041.435,48</u>	
ENTREPRISES LIEES - CREANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	281P	xxxxxxxxxxxxxxx	156.391.088,75
Mutations de l'exercice			
Additions	8581		
Remboursements	8591	1.000.000,00	
Réductions de valeur actées	8601		
Réductions de valeur reprises	8611		
Différences de change (+)/(-)	8621		
Autres (+)/(-)	8631		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(281)	<u>155.391.088,75</u>	
REDUCTIONS DE VALEUR CUMULEES SUR CREANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8651		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
AUTRES ENTREPRISES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8393P	xxxxxxxxxxxxxxx	401.080,00
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8363	1.530.345,60	
Cessions et retraits	8373	88.780,00	
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8383	2.000,00	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8393	1.844.645,60	
Plus-values au terme de l'exercice	8453P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8413		
Acquises de tiers	8423		
Annulées	8433		
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8443		
Plus-values au terme de l'exercice	8453		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8523P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8473		
Reprises	8483		
Acquises de tiers	8493		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8503		
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	8513		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8523		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8553P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice (+)/(-)	8543		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8553		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(284)	<u>1.844.645,60</u>	
AUTRES ENTREPRISES - CREANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	285/8P	xxxxxxxxxxxxxxx	5.676,66
Mutations de l'exercice			
Additions	8583		
Remboursements	8593		
Réductions de valeur actées	8603		
Réductions de valeur reprises	8613		
Différences de change (+)/(-)	8623		
Autres (+)/(-)	8633		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(285/8)	<u>5.676,66</u>	
REDUCTIONS DE VALEUR CUMULEES SUR CREANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8653		

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%			(+) ou (-) (en unités)	
GIE ECONOCOM S. Etr. Quai de Dion Bouton 40 92800 Puteaux France 10408236883 actions ordinaires	50	41,67	58,33	31/12/2015	EUR	270.649	268.819
ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0426.851.567 actions ordinaires	479439	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	1.026.646	364.811
ECONOCOM MANAGED SERVICES SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0432.093.428 actions ordinaires	1270525	99,99	0,01	31/12/2015	EUR	19.994.611	-9.284.478
ECONOCOM LEASE SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0431.321.782 actions ordinaires	539999	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	19.085.175	2.190.287
A2Z HOLDING SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0445.608.694 actions ordinaires	518534	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	218.527	-20.957
ECONOCOM PSF S. Etr. Rue d'Arlon 4 8399 Windhof Luxembourg 18184417 actions ordinaires	1199	99,99	0,01	31/12/2015	EUR	1.731.866	-388.392
ECONOCOM EXPERT INTERNATIONAL HOLDING BV S. Etr. Rond 't Fort 38 3439 MK Nieuwegein Pays-Bas 007552506B02 actions ordinaires	1603000	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	-11.231	-4.150

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%			(+) ou (-) (en unités)	
ECONOCOM GMBH S. Etr. Herriostr. 8 60528 Frankfurt/Main Allemagne 225258231 actions ordinaires	10000	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	-1.515.738	-22.068
ECONOCOM SA S. Etr. c/o Cardenal Marcelo Spinola 4 28016 Madrid Espagne A78017282 actions ordinaires	62125	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	11.192.380	2.888.727
ECONOCOM FINANCIAL SERVICES INTERNATIONAL BV S. Etr. Rond 't Fort 36-40 3439 MK Nieuwegein Pays-Bas 817289094B01 actions ordinaires	50000	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	26.773.267	3.015.321
ECONOCOM SAS S. Etr. Quai de Dion Bouton 40 92800 Puteaux France 65326966777 actions ordinaires	2628100	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	298.782.248	57.951.270
ECONOCOM International Italia SpA S. Etr. Via Marcello Nizzoli 8 20147 Milano Italie 07933030152 actions ordinaires	491503	21,83	78,17	31/12/2015	EUR	45.779.275	11.121.896
ECONOCOM Belgium SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0429.616.166 actions ordinaires	9193	99,99	0,01	31/12/2015	EUR	3.088.410	879.460
ECONOCOM LOCATION Maroc SA S. Etr. Casablanca Business Center 6ème étage Lot 2 Mandarouna Sidi Maarouf Maroc MA1024293 actions ordinaires	1	0,01	99,99	31/12/2015	EUR	-7.909.028	-2.561.924
ECONOCOM Polska sp zoo S. Etr. UL Marszalkowska 111 000 102 Warszawa Pologne 5252186685				31/12/2015	PLN	11.880.064	2.621.482

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%			(+) ou (-) (en unités)	
actions ordinaires ECONOCOM Slovakia SRO S. Etr. Hodovo nam 1 A 81106 Bratislava République Slovaque 2022858046	4000	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	-49.446	-14.785
actions ordinaires ECONOCOM Switzerland SA Zone indus.ouest en Cham. Colin 1260 Nyon Suisse CHE112427185	100	100,00	0,00	31/12/2015	CHF	-54.222	-208.148
actions ordinaires ECONOCOM Digital Finance Ltd S. Etr. 3rd floor IFSC House IFSC 1 Dublin Irlande 9513453D	2200	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	13.485.000	1.867.000
actions ordinaires ECONOCOM Ltd S. Etr. Eton House Paradise road 18/24 Richmond upon thames Royaume-Uni 439820536	7975640	100,00	0,00	31/12/2015	GBP	8.171.000	1.944.000
actions ordinaires ECONOCOM FINANCE SNC Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0830.430.559	3773000	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	166.893.373	4.455.667
actions ordinaires ECONOCOM ERMESTEL MEXICO S. Etr. Bld Manuel Avila Camacho 11000 Torre Esmeralda Mexique 090813J50	490000	33,10	66,90	31/12/2015	MXN	8.334.907	-1.801.905
actions ordinaires ECONOCOM ERMESTEL SL S. Etr. c/o Cardenal Marcelo Spinola 4 28016 Madrid Espagne B80269327	9612105	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	149.221	-422.134
actions ordinaires Econocom Canada Inc S. Etr. Bld Rene I Eveque Ouest QVH3H2 QUEBEC Canada	9984	100,00	0,00	31/12/2015	CAD	240.000	-458.000

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%				(+) ou (-) (en unités)	
actions ordinaires ECONOCOM DO BRASIL S. Etr. Av. Sagitário, 138 - 24º Andar 06473-0 Alphaville-Baruerri Brésil	60000	100,00	0,00	31/12/2015	BRL	5.191.000	230.000
actions ordinaires Econocom Corporation S. Etr. Orange street 1209 Willington New Castel Etats-Unis d'Amérique	16650242	100,00	0,00	31/12/2015	USD	592.000	696.000
actions ordinaires Digital Dimension SAS S. Agr. Quai de Dion Bouton 52 92800 Puteaux France FR7994368450002	1000	100,00	0,00	31/12/2015	EUR	4.272.352	-5.587.785
actions ordinaires NORCOD Solutions Santé SAS S. Etr. avenue de l'Europe 15 59223 RONCQ France FR810458711	1004000	50,10	0,00	31/12/2015	EUR	305.000	-263.000
actions ordinaires Econocom Digital Security SAS S. Etr. avenue Daumesnil 50 75012 Paris France	2250	22,50	22,50	31/12/2015	EUR	300.000	-597.000
actions ordinaires Alterway SAS S. Etr. les Bureaux de la colline 227 92210 St Cloud France	165000	55,00	0,00	31/12/2015	EUR	1.348.567	472.230
actions ordinaires Histoverly S. Etr. Rue François 1er 40 75008 Paris France FR488531724	523810	64,44	0,00		EUR	0	0
actions ordinaires Kartable S. Etr. Rue Parmentier 28 92200 Neuilly Sur Seine France FR788935211	569	5,30	0,00		EUR	0	0

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DENOMINATION, adresse complète du SIEGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%			(+) ou (-) (en unités)	
actions ordinaires Oriolis S. Etr. Rue Marlow 7 78160 Marly Le Roi France FR443329347	11848	6,12	0,00		EUR	0	0
actions ordinaires	200	5,00	0,00				

PLACEMENTS DE TRESORERIE ET COMPTES DE REGULARISATION DE L'ACTIF

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PLACEMENTS DE TRESORERIE - AUTRES PLACEMENTS			
Actions et parts	51		
Valeur comptable augmentée du montant non appelé	8681		
Montant non appelé	8682		
Titres à revenu fixe	52		
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit	8684		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	53		
Avec une durée résiduelle ou de préavis			
d'un mois au plus	8686		
de plus d'un mois à un an au plus	8687		
de plus d'un an	8688		
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant	8689	579.090,99	283.450,31

COMPTES DE REGULARISATION

Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important.

Charges à reporter

Exercice
13.637,96

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital social

Capital souscrit au terme de l'exercice
 Capital souscrit au terme de l'exercice

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P	XXXXXXXXXXXXXXXX	21.563.999,88
(100)	21.563.999,88	

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital
 Catégories d'actions

Actions ordinaires
 Actions nominatives
 Actions au porteur et/ou dématérialisées.....

Codes	Montants	Nombre d'actions
	21.563.999,88	112.519.287
8702	XXXXXXXXXXXXXXXX	35.967.864
8703	XXXXXXXXXXXXXXXX	76.551.423

Capital non libéré

Capital non appelé
 Capital appelé, non versé
 Actionnaires redevables de libération

Codes	Montant non appelé	Montant appelé non versé
(101)		XXXXXXXXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXXXXXXXX	

Actions propres

Détenues par la société elle-même
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes
 Détenues par ses filiales
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de CONVERSION
 Montant des emprunts convertibles en cours
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre
 Suite à l'exercice de droits de SOUSCRIPTION
 Nombre de droits de souscription en circulation
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Codes	Exercice
8721	1.109.912,35
8722	5.791.437
8731	
8732	
8740	178.498.455,35
8741	
8742	
8745	4.040.000
8746	1.228.458,19
8747	6.410.000
8751	21.563.999,86

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

Parts non représentatives du capital

Répartition

Nombre de parts 8761
 Nombre de voix qui y sont attachées 8762

Ventilation par actionnaire

Nombre de parts détenues par la société elle-même 8771
 Nombre de parts détenues par les filiales 8781

Codes	Exercice
8761	
8762	
8771	
8781	

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE A LA DATE DE CLOTURE DE SES COMPTES, TELLE QU'ELLE RESULTE DES DECLARATIONS REÇUES PAR L'ENTREPRISE

Actionnariat 31 déc. 2015
 Sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard 41,03 %
 Butler Management 6,45 %
 Public 47,37 %
 Autocontrôle 5,15 %
 Total 100,00%

PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

VENTILATION DE LA RUBRIQUE 163/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRESENTE UN MONTANT IMPORTANT

Provisions pour risque fiscal
Provision pour risque sur stock options

Exercice
130.595,80
13.569.596,00

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF

	Codes	Exercice
VENTILATION DES DETTES A L'ORIGINE A PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DUREE RESIDUELLE		
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		
Dettes financières	8801	4.101.753,85
Emprunts subordonnés	8811	
Emprunts obligataires non subordonnés	8821	4.101.753,85
Dettes de location-financement et assimilées	8831	
Etablissements de crédit	8841	
Autres emprunts	8851	
Dettes commerciales	8861	
Fournisseurs	8871	
Effets à payer	8881	
Acomptes reçus sur commandes	8891	
Autres dettes	8901	
Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année	(42)	4.101.753,85
Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir		
Dettes financières	8802	223.998.455,35
Emprunts subordonnés	8812	
Emprunts obligataires non subordonnés	8822	223.998.455,35
Dettes de location-financement et assimilées	8832	
Etablissements de crédit	8842	
Autres emprunts	8852	
Dettes commerciales	8862	
Fournisseurs	8872	
Effets à payer	8882	
Acomptes reçus sur commandes	8892	
Autres dettes	8902	
Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	8912	223.998.455,35
Dettes ayant plus de 5 ans à courir		
Dettes financières	8803	55.500.000,00
Emprunts subordonnés	8813	
Emprunts obligataires non subordonnés	8823	55.500.000,00
Dettes de location-financement et assimilées	8833	
Etablissements de crédit	8843	
Autres emprunts	8853	
Dettes commerciales	8863	
Fournisseurs	8873	
Effets à payer	8883	
Acomptes reçus sur commandes	8893	
Autres dettes	8903	
Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir	8913	55.500.000,00

DETTES GARANTIES (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)**Dettes garanties par les pouvoirs publics belges**

	Codes	Exercice
Dettes financières	8921	
Emprunts subordonnés	8931	
Emprunts obligataires non subordonnés	8941	
Dettes de location-financement et assimilées	8951	
Etablissements de crédit	8961	
Autres emprunts	8971	
Dettes commerciales	8981	
Fournisseurs	8991	
Effets à payer	9001	
Acomptes reçus sur commandes	9011	
Dettes salariales et sociales	9021	
Autres dettes	9051	
Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges	9061	

Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise

Dettes financières	8922	
Emprunts subordonnés	8932	
Emprunts obligataires non subordonnés	8942	
Dettes de location-financement et assimilées	8952	
Etablissements de crédit	8962	
Autres emprunts	8972	
Dettes commerciales	8982	
Fournisseurs	8992	
Effets à payer	9002	
Acomptes reçus sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts	9032	
Rémunérations et charges sociales	9042	
Autres dettes	9052	
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise	9062	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES**Impôts** (rubrique 450/3 du passif)

	Codes	Exercice
Dettes fiscales échues	9072	
Dettes fiscales non échues	9073	
Dettes fiscales estimées	450	2.097.985,49

Rémunérations et charges sociales (rubrique 454/9 du passif)

Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	9076	
Autres dettes salariales et sociales	9077	816.004,40

COMPTES DE REGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

Achat actions propres - à liquider

Exercice
85.932,95

RESULTATS D'EXPLOITATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Chiffre d'affaires net			
Ventilation par catégorie d'activité			
Fees Management		12.075.200,00	26.518.936,67
Fees informatiques			4.942,20
Fees Back-Office(comptabilité)		727.500,00	761.873,00
Fees Métier		1.424.817,62	1.390.000,00
Ventilation par marché géographique			
Autres produits d'exploitation			
Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics	740		
CHARGES D'EXPLOITATION			
Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel			
Nombre total à la date de clôture	9086	16	17
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	9087	15,8	18,1
Nombre effectif d'heures prestées	9088	26.733	31.073
Frais de personnel			
Rémunérations et avantages sociaux directs	620	1.997.347,82	11.986.481,31
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	417.790,82	442.559,85
Primes patronales pour assurances extralégales	622	136.289,88	131.051,79
Autres frais de personnel	623	32.359,22	28.961,65
Pensions de retraite et de survie	624		
Provisions pour pensions et obligations similaires			
Dotations (utilisations et reprises)	635	(+)/(-)	
Réductions de valeur			
Sur stocks et commandes en cours			
actées	9110	4.440,66	6.360,46
reprises	9111	2.509,33	953,75
Sur créances commerciales			
actées	9112		
reprises	9113		
Provisions pour risques et charges			
Constitutions	9115	411.261,00	
Utilisations et reprises	9116		24.079.690,73
Autres charges d'exploitation			
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	640	1.207,00	339,00
Autres	641/8	422.446,63	18,11
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise			
Nombre total à la date de clôture	9096		
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	9097		
Nombre d'heures effectivement prestées.....	9098		
Frais pour l'entreprise	617		

RESULTATS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
RESULTATS FINANCIERS			
Autres produits financiers			
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats			
Subsides en capital	9125		
Subsides en intérêts	9126		
Ventilation des autres produits financiers			
Plus-value sur ventes sicav et autres actions et parts			1.081,27
Plus-value sur réalisation d'actions propres		473.358,65	118.563,25
Intérêts créditeurs			51,12
Commissions sur garanties		2.807.881,49	2.679.980,72
Amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement	6501	509.660,22	431.389,11
Intérêts intercalaires portés à l'actif	6503		
Réductions de valeur sur actifs circulants			
Actées	6510	15.000,00	8.000,00
Reprises	6511		
Autres charges financières			
Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances	653		
Provisions à caractère financier			
Dotations	6560		
Utilisations et reprises	6561		
Ventilation des autres charges financières			
Moins-values sur réalisation d'actions propres		483.202,85	2.959.730,97
Diff de change, frais et commissions bancaires		162.384,11	208.209,91

RESULTATS EXCEPTIONNELS

Ventilation des autres produits exceptionnels

Ventilation des autres charges exceptionnelles

Exercice

IMPOTS ET TAXES**IMPOTS SUR LE RESULTAT**

	Codes	Exercice
Impôts sur le résultat de l'exercice	9134	1.300.098,73
Impôts et précomptes dus ou versés	9135	
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif	9136	
Suppléments d'impôts estimés	9137	1.300.098,73
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	9138	569.176,60
Suppléments d'impôts dus ou versés	9139	
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	9140	569.176,60
Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé		
dépenses non admises		1.075.326,61
Bénéfice exonéré par convention		-74.159,00
Revenus définitivement taxés		-3.963.398,84

Incidence des résultats exceptionnels sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice**Sources de latences fiscales**

	Codes	Exercice
Latences actives	9141	
Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	9142	
Autres latences actives		
Latences passives	9144	
Ventilation des latences passives		

TAXES SUR LA VALEUR AJOUTEE ET IMPOTS A CHARGE DE TIERS**Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
A l'entreprise (déductibles)	9145	3.345.093,34	3.699.593,41
Par l'entreprise	9146	3.193.988,55	3.879.923,38
Montants retenus à charge de tiers, au titre de			
Précompte professionnel	9147	482.177,31	578.966,34
Précompte mobilier	9148		1.708.713,67

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Codes	Exercice
GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUEES OU IRREVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE POUR SURETE DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS	9149	607.232.276,00
Dont		
Effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise	9150	
Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par l'entreprise	9151	
Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise	9153	
GARANTIES REELLES		
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	9161	
Montant de l'inscription	9171	
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription	9181	
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés	9191	4.205.247,00
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause	9201	
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	9162	
Montant de l'inscription	9172	
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription	9182	
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés	9192	
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause	9202	
BIENS ET VALEURS DETENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE L'ENTREPRISE, S'ILS NE SONT PAS PORTES AU BILAN		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSON D'IMMOBILISATIONS		
MARCHE A TERME		
Marchandises achetées (à recevoir)	9213	
Marchandises vendues (à livrer)	9214	
Devises achetées (à recevoir)	9215	
Devises vendues (à livrer)	9216	
ENGAGEMENTS RESULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHEES A DES VENTES OU PRESTATIONS DEJA EFFECTUEES		
LITIGES IMPORTANTS ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS		
LE CAS ECHEANT, DESCRIPTION SUCCINCTE DU REGIME COMPLEMENTAIRE DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURE AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS ET DES MESURES PRISES POUR EN COUVRIR LA CHARGE		

*Assurance de groupe constituée auprès d'une compagnie d'assurance agréée, et alimentée par des cotisations personnelles et patronales versées mensuellement à ladite compagnie (il s'agit d'un régime à cotisations définies)

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN**PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE A L'ENTREPRISE ELLE-MEME**

Montant estimé des engagements résultant, pour l'entreprise, de prestations déjà effectuées

Code	Exercice
9220	

Bases et méthodes de cette estimation

NATURE ET OBJECTIF COMMERCIAL DES OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société; le cas échéant, les conséquences financières de ces opérations pour la société doivent également être mentionnées:

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

En janvier 2014, un emprunt obligataire de type Ornane (obligation remboursable en numéraire et en actions nouvelles et existantes) de 175 millions d'euros a été émise avec comme échéance 2019. L'option de conversion de cet emprunt n'est pas exprimé dans les comptes. Ce droit de conversion est exerçable à la demande des porteurs.

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIEES			
Immobilisations financières	(280/1)	662.432.524,23	649.998.302,24
Participations	(280)	507.041.435,48	493.607.213,49
Créances subordonnées	9271		
Autres créances	9281	155.391.088,75	156.391.088,75
Créances sur les entreprises liées	9291	6.705.283,43	26.143.984,54
A plus d'un an	9301		
A un an au plus	9311	6.705.283,43	26.143.984,54
Placements de trésorerie	9321		
Actions	9331		
Créances	9341		
Dettes	9351	78.535.902,45	80.278.026,87
A plus d'un an	9361		
A un an au plus	9371	78.535.902,45	80.278.026,87
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	9381	4.589.719,00	76.809.065,00
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	9391		
Autres engagements financiers significatifs	9401		
Résultats financiers			
Produits des immobilisations financières	9421	10.815.423,64	12.617.251,41
Produits des actifs circulants	9431	52.322,77	157.694,89
Autres produits financiers	9441		
Charges des dettes	9461	2.084.245,99	3.119.787,82
Autres charges financières	9471		
Cessions d'actifs immobilisés			
Plus-values réalisées	9481		
Moins-values réalisées	9491		
ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION			
Immobilisations financières	(282/3)		
Participations	(282)		
Créances subordonnées	9272		
Autres créances	9282		
Créances	9292		
A plus d'un an	9302		
A un an au plus	9312		
Dettes	9352		
A plus d'un an	9362		
A un an au plus	9372		

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION**TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES EFFECTUEES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHE**

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

Néant

Exercice

RELATIONS FINANCIERES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GERANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTROLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ETRE LIEES A CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTROLEES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

	Codes	Exercice
Créances sur les personnes précitées	9500	
Conditions principales des créances		
Garanties constituées en leur faveur	9501	
Conditions principales des garanties constituées		
Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur	9502	
Conditions principales des autres engagements		
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable		
Aux administrateurs et gérants	9503	150.200,00
Aux anciens administrateurs et anciens gérants	9504	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)

	Codes	Exercice
Emoluments du (des) commissaire(s)	9505	190.800,00
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)		
Autres missions d'attestation	95061	14.500,00
Missions de conseils fiscaux	95062	
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	95063	
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)		
Autres missions d'attestation	95081	
Missions de conseils fiscaux	95082	211.270,00
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	95083	24.000,00

Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés

En conformité avec l'article 133 du Code des sociétés, l'appréciation "1-1" du rapport des rémunérations et des émoluments audit vs. non-audit du Commissaire et des personnes y liées est effectuée pour l'ensemble du groupe Econocom, dont la société fait partie. En conséquence, le respect du rapport "1-1" est justifié en annexe des comptes annuels consolidés publiés par la société, auxquels nous vous référons pour plus de détails.

DECLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDES**INFORMATIONS A COMPLETER PAR LES ENTREPRISES SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIETES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES**

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion*

~~L'entreprise n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (tes) raison(s) suivante(s)**~~

L'entreprise et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 16 du Code des sociétés*

L'entreprise est elle-même filiale d'une entreprise mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*

Dans l'affirmative, justification du respect des conditions d'exemption prévues à l'article 113, paragraphes 2 et 3 du Code des sociétés:

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'entreprise mère qui établit et publie les comptes consolidés en vertu desquels l'exemption est autorisée:

INFORMATIONS A COMPLETER PAR L'ENTREPRISE SI ELLE EST FILIALE OU FILIALE COMMUNE

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation**:

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus**

* Biffer la mention inutile.

** Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

RELATIONS FINANCIERES DU GROUPE DONT L'ENTREPRISE EST LA TETE EN BELGIQUE AVEC LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)

	Codes	Exercice
Mentions en application de l'article 134, paragraphes 4 et 5 du Code des sociétés		
Emoluments du (des) commissaire(s) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête	9507	348.960,00
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de ce groupe par le(s) commissaire(s)		
Autres missions d'attestation	95071	16.500,00
Missions de conseils fiscaux	95072	
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	95073	
Emoluments des personnes avec lesquelles le (les) commissaire(s) est lié (sont liés) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête	9509	588.872,00
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de ce groupe par des personnes avec lesquelles le (les) commissaire(s) est lié (sont liés)		
Autres missions d'attestation	95091	6.800,00
Missions de conseils fiscaux	95092	623.286,00
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	95093	149.840,00

Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise:

218

**ETAT DES PERSONNES OCCUPEES
TRAVAILLEURS POUR LESQUELS L'ENTREPRISE A INTRODUIT UNE DECLARATION DIMONA OU QUI SONT
INSCRITS AU REGISTRE GENERAL DU PERSONNEL**

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs				
Temps plein	1001	12,7	6,9	5,8
Temps partiel	1002	4,3		4,3
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	15,8	6,9	8,9
Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	21.769	11.825	9.944
Temps partiel	1012	4.964		4.964
Total	1013	26.733	11.825	14.908
Frais de personnel				
Temps plein	1021	2.339.235,49	1.725.652,77	613.582,72
Temps partiel	1022	244.552,25		244.552,25
Total	1023	2.583.787,74	1.725.652,77	858.134,97
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

Au cours de l'exercice précédent

	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	18,1	8,8	9,3
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	31.073	15.253	15.820
Frais de personnel	1023	12.589.054,60	7.335.121,48	5.253.933,12
Montant des avantages accordés en sus du salaire.....	1033	198,08	198,08	

	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice				
Nombre de travailleurs	105	12	4	15,3
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	12	4	15,3
Contrat à durée déterminée	111			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113			
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120	6		6,0
de niveau primaire	1200			
de niveau secondaire	1201	2		2,0
de niveau supérieur non universitaire	1202	1		1,0
de niveau universitaire	1203	3		3,0
Femmes	121	6	4	9,3
de niveau primaire	1210			
de niveau secondaire	1211	3	1	3,8
de niveau supérieur non universitaire	1212	1	3	3,5
de niveau universitaire	1213	2		2,0
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130	1		1,0
Employés	134	11	4	14,3
Ouvriers	132			
Autres	133			

PERSONNEL INTERIMAIRE ET PERSONNES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE

Au cours de l'exercice

Nombre moyen de personnes occupées

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais pour l'entreprise

Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
150		
151		
152		

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTREES

Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

Contrat à durée indéterminée

Contrat à durée déterminée

Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini

Contrat de remplacement

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
205	5	5	8,5
210	3	5	6,5
211	2		2,0
212			
213			

SORTIES

Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

Contrat à durée indéterminée

Contrat à durée déterminée

Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini

Contrat de remplacement

Par motif de fin de contrat

Pension

Chômage avec complément d'entreprise

Licenciement

Autre motif

Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de l'entreprise comme indépendants

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
305	6	5	9,4
310	4	5	7,4
311	2		2,0
312			
313			
340			
341			
342			
343	6	5	9,4
350			

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5801	4	5811	4
Nombre d'heures de formation suivies	5802	32	5812	52
Coût net pour l'entreprise	5803	9.869,78	5813	20.061,58
dont coût brut directement lié aux formations	58031	8.658,39	58131	11.883,01
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032	4.934,44	58132	10.030,79
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033	3.723,05	58133	1.852,22
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821		5831	
Nombre d'heures de formation suivies	5822		5832	
Coût net pour l'entreprise	5823		5833	
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841		5851	
Nombre d'heures de formation suivies	5842		5852	
Coût net pour l'entreprise	5843		5853	

REGLES D'EVALUATION

I.Principes généraux

Les règles d'évaluation sont établies conformément aux dispositions à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des Sociétés.

II.Règles particulières

A.Frais d'établissement

Les frais d'établissement (frais d'augmentation de capital, d'acquisition de sociétés) sont portés à l'actif et pris en charge par voie d'amortissements linéaires en 5 ans et en 7 ans.

Les frais d'établissement totalement amortis sont extournés.

Les frais d'émission d'emprunts actés, pour un montant total de 2.879.971,08 € au 31/12/2015 concernent :

* l'émission d'emprunt obligataire ORNANE pour 175.000.000,00 € (amortissement pendant 5 ans au taux actuariel du 15/01/2014 au 14/01/2019)

* l'émission d'emprunt obligataire EURO PP pour 55.500.000,00 € (amortissement pendant 7 ans taux actuariel du 08/06/2015 au 08/06/2022)

* l'émission d'emprunt obligataire EURO PP pour 45.500.000,00 € (amortissement pendant 5 ans taux actuariel du 08/06/2015 au 08/06/2020)

B.Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (licences et logiciels) sont portés à l'actif et sont amortis selon leur durée d'utilisation probable de manière linéaire.

C.Immobilisations corporelles

1. Valeur d'acquisition

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition ou à leur prix de revient ou à leur valeur d'apport.

2. Frais accessoires

Les frais accessoires aux investissements sont inclus dans leur valeur d'acquisition des immobilisations corporelles concernées. Ils sont amortis au même rythme que les immobilisations auxquelles ils se rapportent.

3. Amortissements

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation probable en utilisant la méthode linéaire et sur base du prorata temporis (calculé en jours) pour la première annuité d'amortissement.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

-constructions : sur 33 ans

-matériel informatique : sur 4 ans

-matériel micro-informatique : sur 3 ans

D.Immobilisations financières

1.Les participations, actions et parts

Les participations, actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition à l'exclusion des frais accessoires et sous déduction des montants restant éventuellement à libérer.

A la fin de chaque exercice, chaque titre fait l'objet d'une évaluation individuelle en fonction de la situation, de la rentabilité ou des perspectives de la société concernée. La méthode d'évaluation est choisie objectivement en tenant compte de la nature et des caractéristiques du titre concerné. Dans la plupart des cas, la valeur d'actif nette est retenue, ou la valeur de marché si celle-ci est inférieure à la valeur d'actif net. Le critère retenu pour un titre est appliqué de manière systématique d'un exercice à l'autre sauf si l'évolution des circonstances le justifie, auquel cas une mention particulière est faite dans l'annexe.

Lorsque l'évaluation ainsi réalisée fait apparaître une dépréciation durable par rapport à la valeur d'inventaire, les titres font l'objet d'une réduction de valeur.

2.Les créances comptabilisées en immobilisations financières

Les créances comptabilisées en immobilisations financières sont enregistrées à leur valeur nominale. Les titres à revenu fixe sont comptabilisés à la valeur d'acquisition. Si leur remboursement à l'échéance apparaît, en tout ou en partie, incertain ou compromis, ces créances et ces titres font l'objet d'une réduction de valeur à due concurrence.

E.Stocks

Les stocks de matériel informatique sont enregistrés à l'actif à leur prix d'acquisition et font l'objet d'une réduction de valeur sur le même principe qu'un amortissement linéaire sur une durée de 3 ans.

Ces réductions de valeur sont reprises lorsque le matériel informatique sort du stock pour être vendu.

F.Créances, placements de trésorerie

REGLES D'EVALUATION

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur valeur d'acquisition et font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance apparaît incertain ou compromis, en tout ou en partie.

G.Valeurs disponibles

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition et font l'objet d'une réduction de valeur si le cours de clôture du marché est inférieur au cours moyen dans les comptes.

C'est la méthode FIFO qui est utilisée pour la comptabilisation en cas de cession d'actions propres, en cas de destruction d'actions propres et en cas d'exercice de stock options.

La date de comptabilisation retenue pour l'exercice des levées d'options est la date du Conseil d'Administration qui approuve la levée de ces stock options.

H.Provisions

A chaque arrêté des comptes, des provisions pour risques peuvent être constituées pour couvrir tous les risques prévus ou pertes éventuelles nés au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs.

I.Dettes

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les obligations convertibles sont considérées en majeure partie comme des dettes financières (279,5 millions d'€). Les frais d'émission ont en outre été comptabilisés en frais d'établissement à l'actif du bilan et sont amortis financièrement au même rythme que l'obligation convertible.

J.Opérations en devises

Les opérations en monnaies étrangères sont converties au taux en vigueur à la date des dites transactions. Les avoirs, dettes et engagements libellés en devises étrangères sont convertis dans les états financiers des sociétés consolidées au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change réalisées calculées en application de cette règle sont enregistrées en compte de résultats au cours de la période.

En fin d'exercice, les principaux postes monétaires en devises font l'objet d'une réestimation sur base des cours de change au comptant à la date d'arrêté des comptes. Les écarts de conversion nets par devise constatés à cette occasion font l'objet d'une inscription dans les comptes de régularisation de passif s'il s'agit d'un bénéfice latent ou dans les comptes de régularisation d'actif s'il s'agit d'une perte latente.

K.Comptes de régularisation

Compte actif : le report des charges exposées pendant l'exercice mais imputable en tout ou en partie à un exercice ultérieur est évalué en adoptant une règle proportionnelle.

Compte passif : les revenus ou fractions de revenus financiers acquis au cours de l'exercice mais revenant à l'exercice ultérieur.

L.Droits et engagements hors bilan

Les droits et engagements hors bilan sont mentionnés dans les annexes, par catégorie, pour la valeur nominale de l'engagement figurant au contrat ou, à défaut pour la valeur estimée. Les droits et engagements non susceptibles d'être quantifiés sont mentionnés pour mémoire.

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES au 31 décembre 2015

IV

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES à l'Assemblée Générale du 17 mai 2016 sur les comptes clos au 31 décembre 2015

Conformément à la législation en vigueur et aux statuts de la Société, nous soumettons à votre approbation le rapport d'activité de la Société, ses États financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, ainsi que le rapport de rémunération.

1. SITUATION DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS

Le groupe réalise une bonne année 2015, caractérisée par une forte progression de son chiffre d'affaires qui croît de 10,7 % et dépasse 2,3 milliards d'euros, une accélération de sa croissance organique à 7,9 %, une forte progression de son résultat opérationnel courant* qui atteint 117,7 millions d'euros en amélioration de 23 %, et un doublement de son résultat net retraité** par action.

Le groupe entame l'année 2016 fort de la dynamique constatée tout au long de l'exercice 2015, des investissements réalisés, des synergies issues de l'acquisition d'Oxiatis et des plans d'économies et de gains de productivité qui porteront leur plein effet en 2016.

Au cours de l'exercice 2015, le groupe a accéléré ses investissements dans des sociétés de taille moyenne positionnées sur des marchés stratégiques au cœur de la transformation numérique : la sécurité, les applications Internet & mobiles, les solutions digitales et le conseil en transformation digitale. Le groupe a ainsi procédé à huit prises de participations majoritaires, dont trois via sa filiale Digital Dimension et à la création du premier CERT™ européen dédié à la sécurité des objets connectés et de leur environnement (IoT).

Ces prises de participation s'inscrivent dans un nouveau modèle. Alors que les paramètres des entreprises évoluent à grande vitesse (opportunités de nouveaux business, menaces de nouveaux concurrents, volatilité des meilleurs talents...), la capacité de mouvement, la flexibilité et la créativité sont plus que jamais des facteurs déterminants de succès et de pérennité. La taille et la dimension internationale restent néanmoins de puissants facteurs de crédibilité pour nos clients et nos partenaires.

Pour répondre à ce double enjeu, le groupe Econocom a créé un dispositif innovant : la Galaxie.

Elle est constituée de la Planète Econocom, c'est-à-dire des activités historiques du groupe en constante expansion, autour de laquelle gravitent des satellites, petites et moyennes entreprises très performantes dans leur domaine d'expertise, dans lesquels les entrepreneurs dirigeants conservent une part du capital.

Le groupe Econocom dont la raison d'être est d'accélérer la transformation digitale des entreprises et des organisations a ainsi fait évoluer sa propre gouvernance pour répondre aux enjeux de la révolution digitale. Afin de financer sa stratégie d'acquisition et de renforcer sa structure financière, Econocom a procédé en mai 2015 à l'émission d'un Placement Privé d'un montant total de 101 millions d'euros. Econocom, qui intègre en 2015 le nouvel indice européen Tech 40, a choisi de coter ses nouvelles obligations sur AlterNext.

Enfin Econocom Group a choisi d'adopter le statut de Société Européenne. La forme juridique du groupe est ainsi en cohérence avec la réalité européenne de ses activités et de ses ambitions : elle facilitera l'accompagnement de ses clients dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne.

* Avant amortissements du portefeuille ECS et de la clientèle ECS et de la marque Oxiatis

** Avant amortissements du portefeuille ECS et de la marque Oxiatis et avant variation de la juste valeur du dérivé ORNANIE, net des effets fiscaux.

France – Cession d'activités :

La société française Asystel a procédé fin juin 2015 à la cession de son activité télécoms dédiée aux TPE/PME (chiffre d'affaires de 8 millions d'euros), puis en octobre 2015 à la cession de son activité de services A2Z destinée aux petites entreprises (chiffre d'affaires de 3 millions d'euros). La société Asystel se concentre désormais sur sa clientèle cible de grands comptes.

Services Belgique – Cession d'activité :

Fin octobre 2015, la filiale belge Econocom Managed Services a procédé à la cession de ses activités EcoPack (maintenance et déploiement de postes de travail) en Belgique et au Luxembourg (chiffre d'affaires d'environ 4 millions d'euros).

1.2. Principaux investissements

Outre les opérations d'acquisitions et de prises de participation décrites ci-dessus, les principaux investissements du groupe au cours de l'année 2015 sont relatifs à l'aménagement de nouveaux bâtiments afin de regrouper et d'optimiser différents sites, et à l'acquisition de matériels et de solutions informatiques visant à accroître la performance des équipes, à améliorer les offres commerciales et à développer des solutions innovantes pour les clients du groupe.

Les deux principaux projets informatiques, lancés en 2014 et poursuivis en 2015, sont le déploiement sur l'ensemble des filiales du groupe des modules de comptabilité générale et analytique ainsi que de contrôle de gestion de SAP et la mise en œuvre d'une solution métier interne dédiée à l'activité Technology Management & Financing. Le déploiement de SAP a été fait avec succès dans deux des trois activités du groupe et se poursuivra sur le premier semestre 2016.

1.3. Opérations de financement

Dans un contexte de marché favorable, le groupe a poursuivi sa politique de diversification et d'optimisation de ses sources de financement.

1.3.1. Placement privé de 101 millions d'euros

En mai 2015, Econocom a procédé à un placement privé pour un montant total de 101 millions d'euros, réparti en 2 tranches de 45,5 et 55,5 millions d'euros, d'une maturité respective de 5 et 7 ans. Les obligations nouvelles sont assorties de coupons aux taux de 2,364 % à 5 ans et 2,804 % à 7 ans.

1.3.2. Programme de Billets de Trésorerie d'un montant plafonné à 300 millions d'euros

Le groupe a procédé en octobre 2015 à la mise en place d'un programme de Billets de Trésorerie d'un montant plafonné de 300 millions d'euros sur le marché des Titres de Créances Négociables. Outre la diversification de ses moyens de financement, cette émission confère au groupe la capacité à bénéficier d'un financement court terme à des conditions de marché qui lui sont favorables et qui contribueront à optimiser le financement de la saisonnalité de son besoin en fonds de roulement. Au 31 décembre 2015, le montant des Billets de Trésorerie était de 52,5 millions d'euros.

1.4. Recherche et Développement

Le groupe accorde une importance particulière à l'innovation et poursuit ses efforts de recherche et développement, réalisés par des équipes intégrées aux différents métiers et géographies du groupe. Les projets de R&D portent notamment sur le système d'information et de communication des clients dans sa globalité, et sur la conception et la mise en œuvre de solutions innovantes pour répondre aux différentes problématiques liées à l'architecture, l'interopérabilité, la mobilité et la sécurité des systèmes d'information et de communication. Le groupe compte près de 7 300 ingénieurs et techniciens au 31 décembre 2015.

2. RÉSULTATS DE L'EXERCICE

2.1. Compte de Résultat

(en millions €)	2015		2014		Variation
	Restat	Retraitement	Restat	Retraitement	
Chiffre d'affaires	2 211,7	2 092,6	2 092,6	2 092,6	+ 11 %
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition*	117,7	95,9	95,9	95,9	+ 23 %
Résultat opérationnel courant	111,5	92,9	92,9	92,9	+ 22 %
Autres produits et charges	(5,2)	(24,9)	(24,9)	(24,9)	
Résultat opérationnel	106,3	68,0	68,0	68,0	+ 59 %
Autres charges et produits financiers	(12,4)	(15,7)	(15,7)	(15,7)	- 21 %
Variation de juste valeur du dérivé « ORNANE »	(4,9)	3,8	3,8	3,8	
Résultat avant impôt	89,0	56,1	56,1	56,1	+ 60 %
Impôts	(1,9)	(21,2)	(21,2)	(21,2)	+ 45 %
Résultat des activités abandonnées	(1,1)	(3,0)	(3,0)	(3,0)	- 57 %
Résultat des sociétés mises en équivalence	(0,1)	0,0	0,0	0,0	
Résultat net consolidé	85,9	31,9	31,9	31,9	+ 84 %
Résultat net, part du groupe	77,4	31,2	31,2	31,2	+ 85 %
Résultat net, part des minoritaires	0,4	0,7	0,7	0,7	+ 29 %
Résultat net, part du groupe retraité**	77,8	29,4	29,4	29,4	+ 127 %

* Avant amortissement du portefeuille de clientèle ECS et de la marque Osiatis.

** Avant amortissement du portefeuille ECS et de la marque Osiatis et avant variation de la juste valeur du dérivé ORNANE, net des effets fiscaux.

(1) Héritage de la nouvelle règle IFRS (IFRIC 21) - impact de + 0,6 million d'euros sur le résultat opérationnel courant 2014.

Résultat net par action :

(en €)	2015		2014		Variation
	Restat	Retraitement	Restat	Retraitement	
Résultat par action	0,28	0,28	0,28	0,28	+ 89 %
Résultat par action dilué	0,24	0,24	0,24	0,24	+ 117 %
Résultat par action retraité (**)	0,27	0,27	0,27	0,27	+ 130 %

** Avant amortissement du portefeuille ECS et de la marque Osiatis et avant variation de la juste valeur du dérivé ORNANE, net des effets fiscaux.

Nombre d'actions en circulation :

(en unité)	2015		2014	
Nombre moyen d'actions en circulation ⁽¹⁾	1 085 944 825	1 093 338 391	1 085 944 825	1 093 338 391
Nombre total d'actions à la clôture ⁽²⁾	1 067 727 850	1 110 559 101	1 067 727 850	1 110 559 101
Cours de l'action Econocom au 31 décembre (en €)	4,5	6,56	4,5	6,56
Capitalisation boursière au 31 décembre (en M€)	48,3	738,1	48,3	738,1

(1) Hors actions propres.

Le groupe Econocom a réalisé sur l'exercice 2015 un chiffre d'affaires consolidé annuel de 2 211,7 millions d'euros contre 2 092,6 millions d'euros en 2014, soit une progression de 10,7 % dont près de 8 % au titre de la seule croissance organique. Cette performance est attribuable aux trois activités du groupe qui bénéficient du positionnement porteur d'Econocom dans la transformation digitale des entreprises, ainsi qu'à la bonne dynamique des satellites qui contribuent déjà pour 108 millions d'euros au chiffre d'affaires consolidé 2015.

Le résultat opérationnel courant du groupe* s'élève à 117,7 millions d'euros contre 95,9 millions un an plus tôt, en progression significative de 23 %. Cette forte croissance est alimentée par le bon niveau d'activité en 2015, le succès des offres multi-métiers et les synergies croissantes dont le plein effet sera effectif en 2016. Elle résulte également de l'amélioration des marges opérationnelles de toutes les activités, de l'intégration réussie des services ainsi que des plans de productivité menés dans l'ensemble des activités du groupe.

Le résultat opérationnel du groupe est de 108,3 millions d'euros, contre 68,0 millions l'année dernière, en croissance de près de 60 %. Les charges non courantes sont d'un montant très limité au regard de ceux observés en 2014, année de finalisation de l'intégration d'Osiatis (5,3 millions d'euros contre 24,9 millions d'euros en 2014).

Le résultat financier 2015 est impacté défavorablement à hauteur de 6,3 millions d'euros (élément comptable dépourvu d'effet monétaire) par la valorisation à la juste valeur (Mark to market) du dérivé lié à l'emprunt obligataire convertible (ORNANE) suite à la hausse du cours de l'action au 31 décembre 2015. En 2014, la variation du dérivé représentait à l'inverse un produit de 3,8 millions d'euros. Retraité de cet élément, le résultat financier est meilleur qu'en 2014.

Le résultat net 2015 est de 58,7 millions d'euros, en croissance de 84 %.

Les bonnes performances opérationnelles, le faible niveau de coûts exceptionnels ainsi que l'absence de dilution pour l'actionnaire conduisent à une forte hausse du résultat net par action (+ 89 %).

Le résultat net par action retraité** se monte à 66,8 millions d'euros, il progresse de 127 % par rapport à 2014.

2.1.1. Chiffres clés par activité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant* se répartissent comme suit :

Chiffre d'affaires :

(en millions €)	2015		2014		Evolution inter-annuelle %
	Chiffre d'affaires	Evolution inter-annuelle %	Chiffre d'affaires	Evolution inter-annuelle %	
Technology Management & Financing	1 044,8	10,0 %	1 044,8	10,0 %	10,0 %
Services	663,0	10,1 %	663,0	10,1 %	1,0 %
Produits & Solutions	381,8	12,6 %	381,8	12,6 %	15,0 %
Total Chiffre d'affaires	2 090,0	10,7 %	2 090,0	10,7 %	7,5 %

Résultat opérationnel courant* :

(en millions €)	2015		2014		Evolution inter-annuelle %
	Résultat	Evolution inter-annuelle %	Résultat	Evolution inter-annuelle %	
Technology Management & Financing	59,7	17,4 %	59,7	17,4 %	6,1 %
Services	25,8	37,6 %	25,8	37,6 %	4,9 %
Produits & Solutions	10,4	16,3 %	10,4	16,3 %	2,8 %
Total Résultat opérationnel courant*	96,0	22,7 %	96,0	22,7 %	5,3 %

* Avant amortissement du portefeuille de clientèle ECS et de la marque Osiatis.

Au 31 décembre 2015, l'activité Technology Management & Financing enregistre un chiffre d'affaires de 1 045 millions d'euros contre 1 045 millions d'euros un an plus tôt, soit une croissance de 10 % exclusivement organique. Cette performance reflète la bonne orientation des affaires, soutenue par sa filiale de refinancement (Econocom Digital Finance Ltd), qui contribue de près de 10 % au chiffre d'affaires de l'activité. Celle-ci bénéficie également d'une évolution favorable du marché qui privilégie de plus en plus l'usage sur la propriété, notamment sous l'effet de l'accélération des évolutions technologiques. Le résultat opérationnel courant de l'activité progresse quant à lui de plus de 17 % bénéficiant de la bonne dynamique des affaires, des synergies avec les autres activités et des plans d'amélioration de la productivité.

L'activité Services a réalisé un chiffre d'affaires de 730 millions d'euros contre 663 millions d'euros sur 2015, soit une hausse de 10 %. Avec un décalage d'environ six mois sur le planning initial annoncé en 2013, l'intégration réussie d'Osiatis délivre les effets positifs attendus et permet au groupe Econocom de disposer d'une plateforme de services robuste. Cette progression résulte également de la bonne dynamique des satellites du groupe et de leur positionnement à forte valeur ajoutée dans la transformation digitale. La rentabilité de l'activité Services s'élève à 35,5 millions d'euros, soit une marge opérationnelle de 4,9 %, en hausse sensible de 100 points de base par rapport à 2014. L'activité bénéficiera en 2016 du plein effet des synergies issues de l'intégration d'Osiatis et des plans d'optimisation.

L'activité Produits & Solutions enregistre un chiffre d'affaires de 437 millions d'euros contre 385 millions d'euros un an plus tôt, soit une croissance de 13,6 % (15 % en organique). Cette forte hausse confirme la bonne dynamique des ventes du groupe sur le marché porteur des objets connectés qui contribue à plus de la moitié de la progression, en particulier dans le secteur public, la santé et l'éducation. Cette performance est également alimentée par les fortes synergies commerciales avec les autres métiers du groupe et le succès du démarrage de l'activité en Italie sur le segment porteur des actifs digitaux.

2.1.2. Chiffres clés par zone géographique

Le chiffre d'affaires se détaille comme suit :

Chiffre d'affaires

(en millions €)	2015		2014		Evolution inter-annuelle %
	Chiffre d'affaires	Evolution inter-annuelle %	Chiffre d'affaires	Evolution inter-annuelle %	
France	1 255,6	1 115,5	1 255,6	1 115,5	+ 10,8 %
Benelux	316,5	314,6	316,5	314,6	+ 10,1 %
Europe du Sud	403,0	372,2	403,0	372,2	+ 9,9 %
Europe du Nord et de l'Est/Amérique	525,0	290,3	525,0	290,3	+ 12,0 %
Total Chiffre d'affaires	2 500,1	2 090,0	2 500,1	2 090,0	+ 10,7 %

Toutes les zones géographiques présentent des chiffres d'affaires en forte croissance.

La croissance en France est essentiellement portée par les activités Technology Management & Financing et Produits & Solutions. L'activité Technology Management & Financing connaît une bonne dynamique, favorisée par la montée en puissance de la filiale de refinancement du groupe. L'activité Produits & Solutions est portée par des opérations commerciales significatives et la montée en puissance des objets connectés. La France bénéficie également des principales opérations de croissance externe. Globalement, cette zone est portée par ces bons résultats commerciaux mais également par la réussite de l'intégration d'Osiatis sur le périmètre services et les synergies croissantes entre activités.

La progression observée au Benelux est alimentée par l'activité Technology Management & Financing, avec la signature de contrats de taille significative et une belle dynamique commerciale.

La région Europe du Sud enregistre de bonnes performances (+ 10 %), principalement portées par la croissance de l'activité Technology Management & Financing en Italie, ainsi que par les bons niveaux d'activité des Services et de l'activité Produits & Solutions en Italie, lancée en 2014. L'activité Produits & Solutions enregistre plus de 10 % de croissance en 2015, avec un chiffre d'affaires de 18 millions d'euros.

L'Europe du Nord et de l'Est / Amériques est également dans une bonne dynamique commerciale. Cette croissance est particulièrement marquée en Allemagne et en Irlande dans l'activité Technology Management & Financing ainsi qu'au Mexique.

2.2. Bilan et structure financière

(en millions €)	2015	2014
Goodwills	433	384,8
Autres actifs long terme	114,4	106,2
Intérêts résiduels sur contrats de location	16,2	88,5
Autres actifs non courants	18,7	15,9
Clients et autres débiteurs	104,7	724,0
Autres actifs courants	11,4	76,5
Actifs détenus en vue de la vente	9,0	2,1
Trésorerie	191,4	207,3
Total actifs	1.117,5	1.605,3
Capitaux propres – Part du groupe	311,9	259,8
Capitaux propres – Minoritaires	32,2	21,5
Capitaux propres - Total	280,5	281,3
Dette financière	1.015	143,6
Emprunt obligataire	275,3	169,6
Provisions	74,3	81,9
Engagement sur valeurs résiduelles	6,1	51,2
Fournisseurs et autres créditeurs	131,7	682,2
Autres passifs	252,9	193,9
Passifs liés aux actifs en cours de cession	0,0	1,6
Total passifs (incluant les capitaux propres)	1.117,5	1.605,3

Goodwills

La valeur des goodwills est de 483,5 millions d'euros et augmente de 98,7 millions d'euros sur l'exercice (384,8 millions d'euros au 31 décembre 2014). Cette évolution se compose d'une augmentation de 99,4 millions d'euros sous l'effet des acquisitions et d'une diminution de 0,5 million d'euros au titre des cessions. Les goodwills des sociétés acquises en 2015 ont été calculés en prenant l'hypothèse d'une acquisition de 100 % du capital des dites sociétés (méthode du goodwill complet), y compris en cas d'acquisition partielle du capital.

Les effets des corrections de bilan d'ouverture et de variation des devises se neutralisent et sont, en net, sans impact.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établit à 280,5 millions d'euros ; il est stable par rapport à l'exercice 2014 (281,3 millions d'euros), le résultat net de 2015 de 58,7 millions d'euros étant compensé par la rémunération des actionnaires (remboursement de prime d'émission pour 16,2 millions d'euros) et l'impact des rachats d'actions propres réalisés sur l'exercice pour 35 millions d'euros.

Au 31 décembre 2015, Econocom Group détenait 5 791 437 actions propres qui correspondent à un actif de 49,5 millions d'euros sur la base du cours de bourse de clôture au 31 décembre 2015. Cet actif ne figure pas au bilan du groupe.

La répartition entre les intérêts groupe et la quote-part attribuable aux minoritaires varie notablement sous l'effet des acquisitions : la part des minoritaires s'établit ainsi à 52,4 millions d'euros au 31 décembre 2015, en progression de 30,9 millions d'euros. L'augmentation de la part des minoritaires résulte essentiellement de l'option de comptabilisation du goodwill complet retenue par le groupe.

La part attribuable au groupe diminue principalement sous l'effet de la reconnaissance d'options d'achat croisées sur les participations minoritaires des sociétés acquises en 2015.

Endettement net

L'endettement net comptable du groupe au 31 décembre 2015 s'élève à 186,4 millions d'euros et se détaille comme suit :

(en millions €)	
Trésorerie nette bancaire positive*	143,4
ORNANE	(173,6)
PlACEMENT privé (Euro PP)	(101,9)
Dettes de crédit-bail	(3,4)
Créances & contrats cédés avec recours	(50,9)
Dette nette Groupe	(186,4)

* Trésorerie brute bancaire diminuée des lignes bancaires et billet de trésorerie.

Le gearing, qui rapporte la dette financière nette aux capitaux propres s'établit à 66 %. La dette financière nette comptable représente moins de 1,5 fois l'EBITDA 2015 du groupe. Ce niveau très maîtrisé donne donc au groupe les moyens de ses ambitions en matière de développement.

2.3. Comptes sociaux 2015 de la Société Econocom Group SE

Econocom Group SE, en tant que Société holding du groupe, gère des participations, perçoit des dividendes de ses filiales et assure le développement du groupe.

Elle fournit, par ailleurs, aux sociétés du groupe des prestations en matière de gestion, d'informatique, de garanties, de trésorerie, de mise à disposition de personnel, de conseils divers, de communication et de marketing. Les facturations sont réalisées aux conditions habituelles du marché.

Les chiffres mentionnés ci-après sont relatifs aux comptes sociaux d'Econocom Group SE, établis en référentiel comptable belge conformément aux dispositions réglementaires.

2.3.1. Comptes de résultat d'Econocom Group SE

Les ventes aux filiales du groupe de prestations (non consolidées) de l'exercice s'élevaient à 14,2 millions d'euros contre 28,7 millions d'euros l'an dernier. Cette diminution s'explique par la facturation intervenue en 2014 d'un complément de management fees.

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'établit à 1,6 million d'euros contre 22,2 millions d'euros en 2014. La variation du résultat d'exploitation provient principalement de mouvements sur les dotations et reprises de provisions pour risque de moins-value sur les levées d'options. Cette provision a été dotée d'un montant additionnel de 0,4 million d'euros contre une reprise de 24,1 millions d'euros l'an dernier suite à des levées d'options par le management. Cette dotation s'explique par l'évolution du cours de l'action sur l'exercice.

Le résultat financier est positif de 4,9 millions d'euros contre 1,2 million d'euros en 2014. Il intègre principalement les dividendes reçus des filiales pour 4,3 millions d'euros (en baisse de 0,9 million d'euros par rapport à 2014), les produits nets d'intérêts et de facturation de commissions sur garantie facturés aux filiales pour un montant de 7,3 millions d'euros (contre 7,0 millions d'euros en 2014), et les charges relatives à l'endettement externe pour un montant de 6,4 millions d'euros contre 8,1 millions d'euros l'an dernier. Cette diminution s'explique par la conversion de l'OCEANE en 2014 et par la mise en place de solutions de financement diversifiées (billets de trésorerie) dont le coût est plus faible.

Le résultat exceptionnel est nul (contre un profit de 3,8 millions d'euros en 2014 correspondant à des plus-values sur titres).

L'impôt sur les sociétés représente une charge de 1,9 million d'euros, Econocom Group SE ayant consommé ses déficits fiscaux en 2014.

Le résultat net s'établit ainsi en profit de 4,6 millions d'euros (contre 27,2 millions d'euros en 2014).

2.3.2. Bilan d'Econocom Group SE

Les capitaux propres d'Econocom Group SE s'élèvent à 288,4 millions d'euros à comparer à 300 millions d'euros en 2014. La variation correspond au résultat de l'exercice (4,6 millions d'euros) et au remboursement de prime d'émission intervenu en 2015 pour un montant de 16,2 millions.

Les dettes financières hors groupe d'un montant total de 336,1 millions d'euros correspondent à l'ORNAME (émis en janvier 2014 et à échéance 2019) pour 181,1 millions d'euros, à l'EURO PP (émis en mai 2015 à échéances 5 et 7 ans) pour 102,5 millions d'euros et aux billets de trésorerie pour 52,5 millions d'euros (à échéances court terme comprises entre 1 et 3 mois).

Les créances et participations dans les entreprises liées à long terme ont augmenté de 12,4 millions d'euros en raison des acquisitions réalisées en 2015 et détaillées ci-après.

2.3.3. L'activité de la Société

2.3.3.1. Acquisitions, prises de participations et création de filiales

Au cours de l'année 2015, Econocom Group a procédé à des prises de participations et à la création de filiales, privilégiant des sociétés de taille moyenne, expertes dans quatre secteurs stratégiques et porteurs : la sécurité, les applications web et mobiles, les solutions digitales et le conseil en transformation.

Ainsi la société Econocom Group a pris une participation majoritaire (64,45 %) dans le groupe français Alter Way, leader dans le secteur du web et de l'open source. Alter Way qui réalise un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros en 2014, accompagne la transformation digitale de ses clients en couplant les activités de développement et d'hébergement de leurs sites et applications internet. Elle a obtenu en 2015 le prix du meilleur partenaire mondial de Microsoft dans la catégorie « Open Source on Azure » (plateforme globale cloud d'entreprise).

Econocom Group a par ailleurs créé la société Econocom Digital Security, dont elle détient 55 %, au côté de managers experts reconnus du monde de la sécurité des systèmes d'information. Econocom Digital Security innove en lançant le premier CERT™ dédié à la sécurité des objets connectés et offre des services opérationnels préventifs et réactifs et des prestations de conseil avancées. Digital Security possède son propre laboratoire R&D dans le domaine de la sécurité de l'Internet des Objets.

Econocom Group a également pris des participations minoritaires dans des start-ups innovantes du digital :

- **Histoverly**, permet au public de découvrir autrement la richesse du patrimoine culturel français grâce à des solutions technologiques interactives ;
- **Kartable**, met l'apprentissage à la portée de tous grâce à des plateformes personnalisées avec des contenus et des applicatifs conformes aux programmes scolaires officiels. Cette jeune société compte déjà plus d'un million d'élèves.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion de ses filiales :

- Econocom Group a acquis le solde des titres de la société brésilienne Econocom do Brasil détenus par Econocom-Osiatis SAS pour un montant de 1,9 million d'euros, puis a souscrit à une augmentation de capital d'un montant de 0,7 million d'euros ;
- Econocom a souscrit à une augmentation de capital d'un montant de 6,0 millions d'euros au profit de sa filiale Econocom International Italia SpA dans l'objectif est notamment de financer l'acquisition du groupe Bizmatca en Italie.

2.3.3.2. Réorganisation juridique

Comme chaque année, le groupe Econocom a travaillé à rationaliser et simplifier son organisation juridique.

A ce titre et afin de regrouper les sociétés ayant des activités similaires dans un même pays au sein d'une même structure, la société France Systèmes, premier revendeur Apple auprès des entreprises, et des administrations, a été absorbée par la société Econocom Produits & Solutions et les filiales françaises de Services Econocom-Osiatis France et Osatis Systems ont été fusionnées. Enfin, les deux sociétés suisses du groupe actives dans le domaine de la Technology Management & Financing ont été réunies dans la filiale Econocom Switzerland.

Par ailleurs, afin de simplifier l'organigramme et réduire les niveaux de détention en rapprochant les filiales de la maison mère du groupe, Econocom Group a, en 2015, acquis ses filiales brésiliennes auprès d'Econocom-Osiatis SAS.

Les opérations de réorganisation menées à bien en 2015 ont permis de réduire de quatre le nombre d'entités juridiques au sein du groupe et d'en simplifier l'organigramme.

2.3.3.3. Les actions propres

Econocom Group a une politique de rachat d'actions propres principalement motivée par les raisons suivantes :

- livraison d'actions afin d'éviter aux actionnaires la dilution potentielle liée aux exercices de titres donnant accès au capital ;
- moyen éventuel de paiement lors d'opérations de croissance externe ;
- destruction des actions acquises.

L'Assemblée Générale Extraordinaire et Spéciale du 20 mai 2014 a renouvelé, pour une période de cinq ans, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder à des rachats d'actions propres. Elle a fixé à 4 euros le prix minimum de rachat, à 20 euros le prix maximum.

Le nombre maximum de titres pouvant être rachetés pendant la durée du programme (cinq ans) se monte à 22 503 857.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2015 a renouvelé, pour une période de trois ans, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'acheter, en cas de danger grave et imminent, des actions de la Société Econocom Group sans passer par la voie de l'Assemblée Générale.

Enfin, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire et Spéciale du 20 mai 2014, le Conseil d'Administration a été autorisé, pour une période de cinq ans, à prendre en gage des actions propres de la Société, conformément à l'article 630 du Code des sociétés, dans la limite du plafond de 20 % du capital souscrit prévu par l'article 620 du Code des sociétés.

Au cours de l'exercice 2015, les mouvements relatifs aux actions propres ont été les suivants :

- Econocom Group a acquis des actions propres pour un prix d'acquisition de 35,1 millions d'euros représentant 4 489 050 actions Econocom Group ;
- Econocom Group a cédé 120 000 actions propres dans le cadre d'exercice de plan de stock options arrivé à échéance.

Par ailleurs, la Société a maintenu avec Exane BNP Paribas son contrat de liquidité en vue de l'animation du titre Econocom Group.

Au 31 décembre 2015, Econocom Group détenait 5 645 184 actions propres acquises dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres et 146 253 actions Econocom Group acquises dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Exane, soit une auto-détention de 5 791 437 actions Econocom Group représentant 5,15 % du nombre total d'actions en circulation.

Les droits de vote afférents aux actions détenues par la Société sont suspendus. Les actions détenues par la Société n'ouvrent pas droit à dividende.

Les réserves disponibles d'Econocom Group (données non consolidées) s'élevaient à 175,2 millions d'euros auxquelles s'ajoute un bénéfice reporté de 41,7 millions d'euros.

Les réserves indisponibles d'Econocom Group s'élevaient à 41,1 millions d'euros.

2.3.3.4. Le capital

Au 31 décembre 2015, le capital d'Econocom Group est représenté par 112 519 287 actions sans désignation de valeur nominale et s'élève à 21 563 999,86 euros.

Les éléments pouvant avoir une influence sur le capital d'Econocom Group sont d'une part l'emprunt obligataire ORNANE émis en 2014 et d'autre part le plan d'options de souscription 2014.

En janvier 2014, Econocom Group a procédé avec succès au placement d'obligations à option de remboursement en numéraire et/ou en actions nouvelles et/ou existantes (ORNANE) à échéance janvier 2019 pour un montant nominal total de 175 millions d'euros.

La valeur nominale des obligations fait ressortir une prime de conversion initiale de 33 % par rapport au cours de référence de l'action Econocom de 7,9696 euros. Les obligations portent intérêt à un taux nominal de 1,5 %, payable annuellement à terme échu le 15 janvier de chaque année. Elles sont émises à 100 % du nominal (soit 10,60 euros par obligation) et, à moins qu'elles n'aient déjà été remboursées, converties ou rachetées, elles seront remboursées en numéraire le 15 janvier 2019, au prix de 105,26 % du nominal, correspondant à une prime et un prix de conversion effectifs de respectivement 40 % et 11,16 euros.

A ce jour, le nombre total d'ORNANE à échéance le 15 janvier 2019 en circulation est de 16 509 433. En cas d'exercice du droit d'attribution d'actions, les porteurs d'obligations recevront un montant en numéraire et le cas échéant un montant payable en actions nouvelles et/ou existantes. Econocom dispose également de la faculté de remettre uniquement des actions nouvelles et/ou existantes. Si toutes les obligations étaient converties en actions nouvelles, au prix de conversion initial et selon le ratio de conversion initial de 1 action pour 1 obligation, 16 509 433 actions nouvelles donnant droit de vote seraient émises.

En décembre 2014, le Conseil d'Administration a approuvé un plan d'options de souscription d'actions (les « Options de Souscription 2014 ») et décidé d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, 2 500 000 droits de souscription donnant chacun droit de souscrire, sous certaines conditions, une nouvelle action Econocom Group. Le Comité de Rémunération dispose d'un délai de deux ans pour déterminer les bénéficiaires des Options de Souscription 2014. L'émission des Options de Souscription 2014 entraîne de ce fait une émission maximale possible de 2 500 000 actions nouvelles dans le cadre du capital autorisé. Au 31 décembre 2015, 2 435 000 Options de Souscription 2014 ont été accordées à une vingtaine de managers du groupe.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2015 a renouvelé, pour une période de cinq ans, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration, conformément aux articles 603 et 604 du Code des sociétés, de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital pour un montant maximum total de 21 563 999,86 euros (hors primes d'émission). Le capital autorisé disponible s'élève au 31 décembre 2015 à 21 563 999,86 euros (hors primes d'émission), aucune opération concernant le capital autorisé n'étant intervenue en 2015.

Les variations de capital intervenues entre 2002 et 2013 ont consisté d'une part, à des augmentations de capital réalisées dans le cadre de levées d'options par les salariés du groupe et, d'autre part, à des augmentations de capital réalisées dans le cadre d'opérations de croissance externe en paiement d'une partie du prix d'acquisition comme en 2010 lors de l'acquisition du groupe ECS et en 2013 dans le cadre de l'offre publique mixte menée à bien pour acquérir Oslatis. Au cours de l'exercice 2014, cinq augmentations de capital ont été réalisées dans le cadre de demandes de conversion d'OCEANE pour un total de 9 055 276 actions nouvelles.

La structure de l'actionariat est décrite au paragraphe 5 « Déclaration de gouvernement d'entreprise ».

3. FACTEURS DE RISQUE ET LITIGES

Les facteurs de risques n'ont pas sensiblement évolué au cours de l'exercice 2015. Ils sont décrits dans la note 33 « Gestion des risques » des comptes consolidés.

4. PERSPECTIVES 2016 ET RÉMUNÉRATION DES ACTIONNAIRES

La Direction du groupe Econocom anticipe une nouvelle année de croissance organique du chiffre d'affaires supérieure à celle du marché des Entreprises de Services du Numérique (ESN), soutenue par la belle dynamique du marché de la transformation digitale des entreprises et des services publics, les importants investissements commerciaux réalisés depuis 2 ans et enfin, les synergies entre ses grands métiers et les sociétés satellites acquises depuis deux ans.

La Direction prévoit également une progression à deux chiffres du résultat opérationnel courant et une nouvelle hausse du résultat net par action*. L'année 2016 bénéficiera des pleins effets des synergies issues du rachat d'Ostatis et des programmes de productivité menés depuis 2 ans.

Dans ce cadre, le groupe confirme ses objectifs stratégiques pour 2017 : 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 150 millions d'euros de résultat opérationnel courant.

La structure financière solide du groupe et ses perspectives permettent au Conseil d'Administration de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires de procéder à une rémunération des actionnaires sous la forme d'un remboursement de prime d'émission assimilée à du capital libéré à hauteur de 0,175 euro brut par action.

Ce remboursement représente une progression de 17 % de la rémunération brute des actionnaires sur un an et de 46% sur deux ans par rapport au dividende de 0,12 euro brut par action versé en 2014.

Par ailleurs, le groupe prévoit de continuer à procéder à des rachats d'actions propres.

Ces titres sont notamment destinés à couvrir les engagements pris dans le cadre des plans de stock options ainsi que de la conversion de l'emprunt obligataire ORNANE.

* Revenu net des amortissements de la clientèle ECS et de la marque Ostatis, ainsi que de la variation de la juste valeur du dérivé de l'Ormane.

5. DÉCLARATION DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

5.1. Code de gouvernement d'entreprise applicable

Le groupe Econocom confirme son adhésion aux principes du Code Belge de Corporate Governance en vigueur en 2009 ou « Code 2009 ». Celui-ci est disponible sur : www.corporategovernancecommittee.be

Econocom publie sur son site internet sa charte de corporate governance : www.econocom.com/rubrique/finance/Gouvernance.

Lors de sa réunion du 22 novembre 2012, le Conseil d'Administration a formellement renouvelé son adhésion au Code de Gouvernance d'entreprise et mis à jour la Charte de Corporate Governance du groupe notamment les Règlements d'Ordre Intérieur (ROI) du Conseil et des Comités afin d'y intégrer les nouvelles dispositions en vigueur. Enfin, le Conseil d'Administration du 1^{er} mars 2016 a mis à jour les ROI du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif suite à la transformation d'Econocom Group en Société Européenne intervenue le 18 décembre 2015.

5.2. Dérogations au Code 2009

Econocom Group applique les recommandations du Code 2009 à l'exception de celles que le Conseil a jugées peu adaptées à la taille du groupe Econocom, ou qui doivent être mises en œuvre dans la durée. Les principes auxquels Econocom Group n'adhère pas encore ou pas totalement sont décrits ci-dessous.

Le groupe n'applique pour l'instant que partiellement les recommandations du Principe 1 du Code 2009. Pour des raisons liées aux caractéristiques de l'actionariat d'Econocom Group, Monsieur Jean-Louis Bouchard cumule les fonctions de Président du Conseil d'Administration, d'Administrateur Délégué et de Président du Comité Exécutif. En cela, le groupe ne respecte pas le principe de séparation du pouvoir de contrôle du Conseil d'Administration et du pouvoir exécutif. Monsieur Jean-Louis Bouchard détient indirectement 41,03 % du capital d'Econocom Group le 31 décembre 2015.

Econocom Group se conforme à la recommandation du Code Belge de Corporate Governance (Principe 2), selon laquelle la moitié au moins du Conseil d'Administration doit être constituée d'Administrateurs non exécutifs. Le Conseil d'Administration compte au 31 décembre 2015 six membres non exécutifs sur douze.

En revanche, le Conseil d'Administration n'a pas souhaité jusqu'à présent nommer de secrétaire chargé de le conseiller en matière de gouvernance et de lui faire rapport sur la manière dont les procédures et les règlements applicables sont suivis et respectés. Cette fonction est néanmoins assurée de façon informelle par Madame Galiane Touze, Secrétaire Générale du groupe.

A ce jour, Econocom Group, ne dispose pas d'un Conseil d'Administration dont au moins un tiers des membres est de sexe différent tel que cela est prévu par l'article 518bis du Code des sociétés. Au 31 décembre 2015, le Conseil ne compte qu'une femme, Madame Véronique di Benedetto, nommée au cours de l'exercice 2011. En application du §3 de l'article 518bis, Econocom Group dispose encore de 2 exercices pour atteindre cet objectif (soit jusqu'à la clôture de l'exercice 2017).

Afin de se conformer aux recommandations du Principe 3 du Code 2009, Econocom Group a défini et mis en œuvre une procédure relative aux transactions ou autres relations contractuelles entre les Sociétés du groupe Econocom et ses Administrateurs et dirigeants.

Le Conseil d'Administration n'a pas rédigé de procédure spécifique sur les opérations d'inités mais tient à jour la liste de personnes initiées et ces dernières sont sensibilisées à la loi en matière d'abus de marché.

Econocom Group n'applique pas pour l'instant les recommandations du Principe 4 du Code 2009, selon lesquelles « le Conseil d'Administration établit des procédures de nomination et des critères de sélection pour les Administrateurs » et « un Comité de Nomination recommande les candidats appropriés au Conseil d'Administration ». Ce principe prévoit également une évaluation périodique de chaque Administrateur et du fonctionnement du Conseil d'Administration et de ses Comités, selon des procédures établies par lui.

Le Conseil d'Administration n'a pas souhaité jusqu'à présent mettre en place de Comité de Nomination, ni de procédures formelles de nomination des membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif. Cette recommandation du Code est considérée comme étant peu adaptée au groupe Econocom compte tenu de sa taille.

Quant à l'évaluation du Conseil d'Administration, de ses membres et de ses Comités, il s'agit d'un processus continu qui ne revêt pas de formalisation spécifique.

Afin de tenir compte de l'évolution de la réglementation en matière de Corporate Governance, et en particulier de la loi du 6 avril 2010, le Conseil d'Administration d'Econocom Group s'est doté en 2011 d'un Comité de Rémunération. La composition de ce Comité au cours de l'exercice 2015 est conforme aux exigences du Code 2009 qui prévoit que la majorité des membres du Comité est indépendante. Le Comité est en effet composé de trois Administrateurs non exécutifs, dont deux indépendants.

Le Président du Conseil d'Administration ne participe pas systématiquement aux Assemblées Générales comme le recommande le Principe 8 du Code 2009, mais il veille à ce que le Conseil d'Administration soit toujours représenté par au moins un Administrateur Délégué.

5.3. Description des caractéristiques de contrôle interne et de gestion des risques dans le cadre du processus d'établissement de l'information financière

L'information financière communiquée par le groupe correspond aux Etats financiers consolidés du groupe ainsi qu'aux éléments de gestion de ces Etats financiers publiés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne et arrêtés par le Conseil d'Administration.

Cette information financière fait l'objet, à chaque clôture, d'une présentation au Comité d'Audit du groupe, ainsi que d'une explication à l'ensemble des Administrateurs.

5.3.1. Organisation financière

L'organisation financière du groupe est à la fois locale et globale. En effet, le groupe est organisé par métier et par pays, les processus financiers sont mis en œuvre par des équipes financières, directeurs financiers et contrôleurs de gestion de chaque entité sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier du groupe. Les Directeurs Administratif et Financier Activités veillent à l'homogénéité des pratiques et des règles de clôture au sein d'une même activité quel que soit le territoire concerné.

Par ailleurs, dans un souci d'indépendance de la fonction par rapport aux opérationnels, les fonctions financières sont hiérarchiquement rattachées à la Direction Financière du groupe. Cette organisation ne s'applique pas aux petites sociétés avec des actionnaires fondateurs ayant conservé une participation minoritaire (appelées « satellites ») pour lesquelles le Responsable financier reste rattaché hiérarchiquement à la Direction Générale de la filiale.

5.3.2. Reportings et pilotage

La consolidation des comptes est réalisée par une équipe dédiée sur une base trimestrielle. Les sociétés consolidées transmettent, via l'outil de consolidation, leurs Etats financiers détaillés pour intégration dans les comptes consolidés.

Chaque entité (Société ou Business Unit) réalise un budget. La prévision de résultat est réactualisée plusieurs fois dans l'année et fait l'objet d'un suivi mensuel sur la base des reportings d'activité communiqués à la Direction du groupe. Ces reportings sont réalisés conjointement par le Responsable Opérationnel et le Directeur Administratif et Financier de l'entité.

Les différents budgets, reportings et éléments nécessaires à la consolidation font l'objet de calendriers et d'instructions spécifiques communiqués par la Direction Administrative et Financière du groupe.

5.3.3. Normes comptables et veille

Les principes comptables du groupe font l'objet d'un manuel des principes comptables servant de référentiel pour l'élaboration de l'information financière. Ce manuel est accessible informatiquement à toutes les équipes comptables ; il définit les normes d'enregistrement des opérations et de présentation de l'information financière.

L'équipe en charge de la consolidation a également pour mission de réaliser une veille et un suivi des évolutions comptables des normes IFRS. A ce titre, elle définit avec la Direction Administrative et Financière du groupe et les Directeurs Administratifs et Financiers Activités les évolutions à apporter dans les principes comptables du groupe, les diffuse et organise les formations correspondantes.

5.3.4. Systèmes d'information

Les systèmes d'information utilisés par le groupe pour l'élaboration de l'information financière sont en voie d'harmonisation et d'unification. La migration de l'ensemble des filiales du groupe vers une solution unique, pour la comptabilité générale et analytique, initiée en 2012 sera finalisée au premier trimestre 2015.

5.3.5. Facteurs de risques, surveillance et contrôle

Les reportings mensuels permettent aux différents responsables opérationnels et financiers ainsi qu'à la Direction du groupe de s'assurer de la qualité et de la cohérence des résultats du groupe avec les objectifs fixés. Ces reportings contiennent un rapprochement entre les éléments de gestion et les comptes consolidés du groupe afin d'assurer la fiabilité de l'information financière.

L'Audit Interne du groupe complète l'organisation en matière de Risk Management et réalise entre autres la cartographie des risques. Dans le cadre de ses missions, il s'assure du respect des règles « groupe », de la fiabilité des reportings et de l'adéquation de la couverture des risques. L'Audit Interne du groupe reporte directement au Comité d'Audit.

5.3.5.1. Risques liés aux systèmes d'information comptable

Les systèmes comptables utilisés dans le groupe sont aujourd'hui organisés par métier. Un projet de transfert de l'ensemble des systèmes comptables des diverses entités du groupe vers une solution unique (standard de marché) est initié et devrait s'achever en début 2016.

Les différents systèmes d'information Activités sont interfacés avec les systèmes comptables afin de garantir la traçabilité, l'exhaustivité et la fiabilité des informations liées aux opérations.

Le système de consolidation est un outil standard.

5.3.5.2. Risques liés aux normes comptables

Le service consolidation, en coordination avec la Direction Administrative et Financière du groupe et les Directeurs Administrative et Financiers Activités, veille à suivre l'évolution des normes comptables IFRS et adapte en conséquence les principes comptables du groupe. Il organise également les formations des personnels financiers lorsque cela est nécessaire.

5.3.5.3. Principaux contrôles des opérations

Afin de s'assurer de la fiabilité des informations financières liées aux opérations, les équipes « contrôle de gestion » s'assurent chaque mois que le chiffre d'affaires et les coûts enregistrés correspondent aux flux attendus lors de l'approbation des opérations.

La Direction Financière réalise régulièrement des analyses statistiques pour s'assurer que les hypothèses prises lors de la comptabilisation des contrats de location sont prudentes et adéquates.

Par ailleurs, des contrôles mensuels définis par métier sont réalisés par les équipes des Directions financières des filiales.

5.3.6. Responsable de l'élaboration de l'information financière

L'information financière est élaborée sous le contrôle et la responsabilité du Conseil d'Administration qui s'est doté depuis 2004 d'un Comité d'Audit dont le fonctionnement et le rôle sont exposés au chapitre 5.3.3 ci-après.

5.4. Valeur de l'action et structure de l'actionnariat

Au 31 décembre 2015, le capital d'Econom Group était composé de 112 519 287 actions, détenues ainsi qu'il suit :

	2015	2014
Sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard	41,03 %	41,63 %
Public	57,83 %	57,67 %
Autocontrôlé	1,15 %	1,30 %
Total	100 %	100 %

Econom Group est informé que trois actionnaires, en dehors des Sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard, dépassent au 31 décembre 2015 le seuil de participation de 5 %, il s'agit de Butler Management Ltd (et indirectement WB Finance et Monsieur Walter Butler), de la société française AXA S.A et de la société américaine Kabouter Management, LLC.

Il n'existe pas de détenteurs de titres comprenant des droits de contrôle spéciaux.

En dehors des actions auto-détenues (5,15 %) et des actions détenues par la Caisse des Dépôts et Consignations Belge (0,49 % appartenant à des actionnaires au porteur qui ne se sont pas fait connaître lors du processus de dématérialisation du marché belge) qui sont privés de droit de vote, il n'existe pas de restriction légale ou statutaire particulière à l'exercice du droit de vote.

5.5. Composition et mode de fonctionnement des organes d'administration et de leurs comités

5.5.1. Composition du Conseil d'Administration

Jean-Louis Bouchard,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2016)

23, avenue de Boufflers, 75016 Paris (France)

Président du Conseil d'Administration et Administrateur Délégué d'Econocom Group,

Président de la société Econocom International BV

Jean-Philippe Roesch,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2020)

21, avenue de la Criolla, 92150 Suresnes (France)

Administrateur Délégué d'Econocom Group

Bruno Lemaître,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2020)

Avenue Lequime 59, 1640 Rhodé Saint-Genèse (Belgique)

Administrateur Délégué d'Econocom Group

Bruno Grossi,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2019)

13, rue Molitor, 75016 Paris (France)

Administrateur Délégué d'Econocom Group

Véronique di Benedetto,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2017)

86, rue Miromesnil, 75008 Paris (France)

Administrateur Exécutif d'Econocom Group

Georges Croix,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2019)

1, rue Salomon Reinach, 78100 Saint-Germain-en-Laye (France)

Administrateur Exécutif d'Econocom Group

Robert Bouchard,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2021)

4, rue des Cérises, 75008 Paris (France)

Vice-Président du Conseil d'Administration et Administrateur non exécutif d'Econocom Group

Christian Bret,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2016)

7, rue Pérignon, 75015 Paris (France)

Administrateur indépendant d'Econocom Group

Jean Mounet,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2017)

60, quai du Parc, 94100 Saint-Maur-des-Fossés (France)

Administrateur indépendant d'Econocom Group

Walter Butler,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2019)

30, Cours Albert 1^{er}, 75008 Paris (France)

Administrateur indépendant d'Econocom Group

Gaspard Dürrieleman,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2017)

50, avenue Bosquet, 75007 Paris (France)

Administrateur non exécutif d'Econocom Group

Rafi Kouyoumdjian,

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2019)

25, rue de Lubeck, 75016 Paris (France)

Administrateur non exécutif d'Econocom Group

Six membres du Conseil d'Administration ont exercé des fonctions exécutives durant l'exercice 2014 : il s'agit de Messieurs Jean-Louis Bouchard, Jean-Philippe Roesch, Bruno Lemaître, Bruno Grossi et Georges Croix, ainsi que Madame Véronique di Benedetto. Messieurs Gaspard Dürrieleman, Rafi Kouyoumdjian et Robert Bouchard sont Administrateurs non exécutifs. Messieurs Christian Bret, Jean Mounet et Walter Butler sont Administrateurs indépendants au sens de l'article 526ter du Code des sociétés.

Monsieur Charles de Water, qui était Administrateur non exécutif d'Econocom Group, a démissionné de son mandat d'Administrateur en mai 2015.

Le Président du Conseil d'Administration détient des participations de contrôle dans plusieurs sociétés externes au groupe Econocom et y exerce des mandats d'Administrateur ou de Président. A ce titre, Monsieur Jean-Louis Bouchard est Président des sociétés Econocom International BV, Maignon Finance et Château Fontainebleau du Var, et Gérant des sociétés SCI Orphée, SCI de Dion Bourton, SNC Ecurie Jean-Louis Bouchard, SARL Ecurie Jean Louis Bouchard, SCI JMB, SCI LBB et SNC Fontainebleau International. Par ailleurs, il exerce les fonctions d'Administrateur de la société APL France.

Outre ses mandats sociaux au sein d'Econocom Group et de ses filiales, Monsieur Jean-Philippe Roesch est Gérant de la Société Civile La Criolla.

Monsieur Bruno Lemaître n'a pas d'autres mandats sociaux que ceux exercés pour Econocom Group et ses filiales.

Outre ses mandats sociaux au sein d'Econocom Group et de ses filiales, Monsieur Bruno Grossi est Gérant des sociétés Vinaranda et Vinaranda II et Administrateur de la société Norcod Solutions Santé.

Madame Véronique di Benedetto exerce plusieurs mandats d'Administrateur au sein d'associations dont le Syntec Numérique (association professionnelle française des acteurs du numérique et de l'informatique) et Pascaline, association issue du Syntec.

Monsieur Georges Croix est Président de la société GCX.COM, Administrateur des sociétés Timyo, Datavolution, Style & Design. Il est également Administrateur et Vice-Président de l'ARCC (Association de la Réserve Citoyenne Cyberdéfense).

Monsieur Christian Bret est Associé Gérant de la société Eulis et Administrateur des sociétés Altran Technologies et de Sopra Steria Group.

Monsieur Gaspard Dürrieleman n'a pas d'autres mandats sociaux que ceux exercés pour Econocom Group et ses filiales.

Monsieur Robert Bouchard exerce les fonctions de représentant de GMPC pour son mandat de Président d'APL France, de Président d'Ecofinance SAS, de Gérant des sociétés, SCI Taillis des Aigles et GMPC et de co-Gérant de la société SCI Maillot Pergolèse.

Monsieur Rafi Kouyoumdjian est Président-Directeur Général de la société Otreis et Administrateur des sociétés RKO Edith Grove Ltd, Nuxeo et Ecofinance International.

Monsieur Jean Mounet est Administrateur de la Fondation Telecom, des sociétés Sopra Steria Group, Sopra Banking Software, de Majakoff Médéric et de ESCPE. Il est membre du Conseil de Surveillance de la société EXP Group. Il est également Président et Administrateur de Trigone SAS, de la Fondation CPE Lyon Monde Nouveau et de l'Observatoire du Numérique.

Monsieur Walter Butler est Président Directeur Général de Butler Industries, de Butler Capital Partners et de WB Debt Partners, Gérant de la SCI 30 Albert 1^{er}, Président d'Amstar Entreprises et de FBT Développement, de Nexis Fiber Holding, d'Eden Innovations et de Doc, Président et Président du Conseil d'Administration de NXTO Expansion et NXTO France, Président du Conseil d'Administration de Butler Safe Technologies (Suisse), Président du Conseil de Surveillance de Safetec AG, Membre du Conseil de Surveillance de Groupe Partouche et de Corum Asset Management, Administrateur de BML Belgium et de NXTO Experts, Directeur de Butler Investment Managers Limited, de Butler Management Limited, de EST Butler Technologies et de Butler Safe Technologies UK, Gérant et membre du Board of Managers de GP Lux Investissements Sarl. Monsieur Walter Butler est par ailleurs le représentant permanent de Butler Capital Partners dans ses fonctions de Président de Fichtel-Bauche Télé-surveillance, de ANS Holding, de Financière Acces Industrie et de Acces Investissements, comme membre du Conseil de Surveillance de Acces Industrie et de Cofilim, et comme Administrateur de Holding Sports et Evènements.

Les statuts ne prévoient pas de règles spécifiques pour la nomination des Administrateurs ou le renouvellement de leur mandat. Ils n'instaurent pas non plus de limite d'âge au sein du Conseil.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire et Spéciale du 18 décembre 2015, la durée du mandat d'Administrateur a été ramenée de 6 à 4 ans afin de se conformer aux recommandations du Code 2009.

5.5.2. Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

Il a tenu en 2015 cinq réunions, dont deux réunions convoquées pour les arrêtés des comptes semestriels et annuels.

Le Conseil désigne un Président parmi les Vice-Présidents, dont les responsabilités sont d'assurer la gestion du Conseil et son fonctionnement efficace notamment en évaluant sa taille et sa composition ainsi que celle de ses Comités, et enfin en veillant à la qualité de ses interactions avec le Comité Exécutif afin d'assurer l'efficacité du processus décisionnel.

L'Assemblée Générale du 19 mai 2015 a décidé de créer un mandat de Vice-Président du Conseil. Le Conseil désigne un ou plusieurs Vice-Présidents parmi ses membres. Celui-ci, en cas d'empêchement du Président, préside les réunions du Conseil.

Le Conseil d'Administration approuve la stratégie de la société proposée par le Président, les projets importants et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. Il est compétent pour les décisions autres que la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration confie la gestion opérationnelle de la société au Comité Exécutif, dans les limites des délégations effectuées par lui et telles que reprises dans le Règlement d'ordre Intérieur du Comité Exécutif. Il confie en outre la gestion journalière aux Administrateurs Délégués et, le cas échéant, aux Directeurs Généraux.

Le Conseil nomme les membres du Comité Exécutif, des Comités d'Audit et de Rémunération, ainsi que le ou les Administrateurs Délégué(s) et, de façon générale, il assure la mise en place d'une structure claire et efficace de management.

Il exerce une surveillance de la qualité de la gestion et de sa cohérence avec les objectifs stratégiques. Il reçoit à cet effet chaque trimestre une information comprenant le budget et ses révisions, la synthèse consolidée du reporting trimestriel et tout élément qu'il juge utile.

Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Un Administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix émises, les abstentions n'étant pas comptées ; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du Conseil d'Administration peuvent être prises par consentement unanime des Administrateurs, exprimé par écrit. Cependant, cette procédure ne peut être mise en œuvre pour l'arrêté des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé.

5.5.3. Comités créés par le Conseil d'Administration

Les statuts autorisent la création par le Conseil d'Administration de comités spécifiques dont les missions et les règles de fonctionnement sont fixées par lui.

5.5.3.1. Comité Exécutif

Le Conseil d'Administration a mis en place un Comité Exécutif, dont l'existence a été ratifiée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2004.

A la suite de la transformation d'Econocom Group en Société Européenne, le Conseil d'Administration a révisé le 1^{er} mars 2016 le Règlement d'Ordre Intérieur du Comité Exécutif et lui a confié la gestion opérationnelle d'Econocom, conformément à l'article 898 du Code des sociétés et à l'article 21 des statuts.

Sa mission est de proposer les orientations stratégiques du groupe, mettre en œuvre la stratégie définie par le Président et approuvée par le Conseil d'Administration, arrêter les budgets en conséquence, diriger les entités opérationnelles du groupe (dans le respect des pouvoirs des organes de cas entités) et contrôler leurs performances financières et opérationnelles.

La composition du Comité Exécutif a été revue lors du Conseil d'Administration du 3 septembre 2015. Le Comité Exécutif est désormais composé de Monsieur Jean-Louis Bouchard, Président, et de Messieurs Bruno Grossi, Bruno Lemaître et Jean-Philippe Roesch, Directeurs Exécutifs.

Monsieur Jean-Louis Bouchard se consacre principalement à la stratégie, à la communication et aux acquisitions, aidé dans ses fonctions régaliennes par Monsieur Bruno Grossi. Depuis la cessation des fonctions de Monsieur Jean-Maurice Fritsch, qui dirigeait l'activité Services en 2015, Monsieur Bruno Lemaître est en charge des Opérations et dirige à ce titre les activités de Services, de Technology Management & Financing ainsi que Produits & Solutions. Monsieur Jean-Philippe Roesch dirige l'ensemble des fonctions centrales et supports du groupe.

L'ensemble des membres du Comité Exécutif exerce des mandats d'Administrateurs Délégués. Monsieur Jean-Philippe Roesch a été nommé en qualité d'Administrateur Délégué par le Conseil d'Administration, en sa séance du 3 juillet 2006. Monsieur Bruno Lemaître a été nommé lors du Conseil d'Administration du 20 novembre 2008 avec prise d'effet le 22 décembre 2008 lors de sa nomination effective en qualité d'Administrateur par l'Assemblée Générale des actionnaires. Monsieur Bruno Grossi a été nommé lors du Conseil d'Administration du 4 novembre 2015 avec prise d'effet le 18 décembre 2015 lors de sa nomination effective en qualité d'Administrateur par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le Comité Exécutif se réunit au moins dix fois par an.

Toutes les décisions importantes des filiales sont prises par leur organe compétent sur avis conforme de l'Administrateur Délégué en charge de la problématique ou de l'activité concernée. Les filiales n'ont généralement pas d'autres délégations significatives que la gestion journalière. Les pouvoirs des dirigeants des filiales du groupe et les limites apportées à ces pouvoirs sont précisés dans un document de référence interne au groupe.

5.5.5. Mise en œuvre des dispositions des articles 523 et 524 du Code des sociétés

Ni l'article 523 ni l'article 524 du Code des sociétés n'ont été mis en œuvre au cours de l'exercice 2015.

5.6. Composition des organes de surveillance

Le Commissaire d'Econocom Group est PriceWaterhouseCoopers Réviseurs d'Entreprises SCRL (Woluwe Garden, Woluwelei, 18 1932 Saint-Stevens-Woluwe (Belgique)). Son mandat a été renouvelé par l'Assemblée Générale de mai 2013 et arrive à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2016.

Le Commissaire d'Econocom Group est représenté par Monsieur Damien Walgrave, réviser d'entreprises, qui remplace Madame Emmanuelle Attout depuis le 20 mai 2014 dans l'exercice du mandat du Commissaire au nom et pour le compte de la SCRL PwC Réviseurs d'Entreprises.

5.7. Rapport de rémunération 2015

Ce rapport est établi en application des dispositions des articles 526 quater et 96 §3 du Code des sociétés. Il a pour objet de décrire et d'expliciter la politique de rémunération des Administrateurs (exécutifs et non exécutifs) ainsi que des membres du Comité Exécutif d'Econocom Group.

5.7.1. Politique de rémunération des Administrateurs et des membres du Comité Exécutif

5.7.1.1. Procédure pour élaborer la rémunération des Administrateurs et membres du Comité Exécutif et fixer leur rémunération individuelle

Le 31 août 2011, le Conseil d'Administration a constitué en son sein un Comité de Rémunération. Le comité est composé de trois Administrateurs non-exécutifs dont deux indépendants au sens de l'article 526ter du Code des sociétés. Le Comité de Rémunération a un rôle d'avis et d'assistance du Conseil d'Administration en matière de politique de rémunération et une mission d'exécution des plans relatifs à l'octroi d'instruments financiers (actions gratuites, options sur actions...).

En particulier, le Comité de Rémunération est chargé de :

1*) sur propositions du Président et Administrateur Délégué :

a) faire des propositions et recommandations au Conseil d'Administration sur la politique de rémunération des Administrateurs et des membres du Comité Exécutif et, le cas échéant, lorsque cela est requis par une disposition légale, sur les propositions qui en découlent et qui doivent être soumises par le Conseil d'Administration aux actionnaires ;

b) faire des propositions et recommandations au Conseil d'Administration sur la rémunération individuelle des Administrateurs et des membres du Comité Exécutif en ce compris, la rémunération variable et les primes de prestation à long terme (intérêts à long terme) – liées ou non à des actions – octroyées sous forme d'options sur actions ou autres instruments financiers et les indemnités de départ et, le cas échéant lorsque cela est requis par une disposition légale, sur les propositions qui en découlent et qui doivent être soumises par le Conseil d'Administration aux actionnaires ;

5.5.3.2. Comité de Rémunération

Le 31 août 2011, le Conseil d'Administration a constitué en son sein un Comité de Rémunération.

Le Comité de Rémunération a un rôle d'avis et d'assistance du Conseil d'Administration en matière de politique de rémunération et une mission d'exécution des plans relatifs à l'octroi d'instruments financiers (actions gratuites, options sur actions...). Il prépare le rapport de rémunération, conformément à l'article 96 §3 du Code des sociétés en vue de son insertion dans la déclaration de gouvernement d'entreprise et l'un de ses membres le commente lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires.

Le Conseil d'Administration a également délégué au Comité de Rémunération conformément à l'article 21 des statuts, les pouvoirs d'exécuter les décisions du Conseil d'Administration relativement à tout plan d'options sur actions ou tout autre plan relatif à l'octroi d'instruments financiers. A cet effet, le Comité de Rémunération s'est substitué au Comité à l'exécution du plan d'options sur actions créé en février 2003.

Le Comité se compose actuellement de trois membres, Messieurs Bret, Kouyoumdjian et Mounet, qui ont été nommés par le Conseil d'Administration du 29 août 2014 pour une durée de 3 ans ne pouvant excéder la durée de leur mandat d'Administrateur. Le Comité s'est réuni trois fois au cours de l'exercice 2015.

5.5.3.3. Comité d'Audit

Un Comité d'Audit a été instauré par le Conseil d'Administration du 18 mai 2004.

Il est présidé par le Vice-Président du Conseil et Administrateur non-exécutif, Monsieur Robert Bouchard, et constitué de deux Administrateurs non exécutifs, Messieurs Dürléman et Kouyoumdjian et d'un Administrateur indépendant Monsieur Christian Bret. Le 5 mars 2015, le Conseil d'Administration a désigné Monsieur Robert Bouchard en qualité de Président pour 3 ans. Il a également renouvelé pour 3 ans les mandats de Monsieur Christian Bret le 29 août 2014 et de Messieurs Dürléman et Kouyoumdjian le 5 mars 2015, sans toutefois que la durée de ces mandats ne puisse excéder la durée de leurs mandats d'Administrateur.

Le Comité d'Audit se réunit aussi souvent que les circonstances l'exigent. Il s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice 2015, en présence de tous ses membres, de Jean-Philippe Roesch, Administrateur Délégué en charge des fonctions supports, de Gaillane Touze, Secrétaire Générale et de Nicolas Noquet puis Stéphane Pallier, Directeur de l'Audit Interne. Lorsque l'ordre du jour le requiert, les membres du Comité d'Audit invitent le Commissaire et toute personne que le Comité juge utile.

Son rôle est d'assister le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses responsabilités de contrôle des activités du groupe Econocom. En particulier, il examine la qualité et la pertinence des missions d'audit interne et externe, le suivi des mécanismes de contrôle interne et de gestion des risques, le caractère adapté des méthodes comptables utilisées, l'intégrité et l'exactitude de l'information financière.

L'article 96 du Code des sociétés précise que les entreprises doivent justifier de l'indépendance et de la compétence en matière de comptabilité et d'audit d'au moins un membre du Comité d'Audit. Econocom confirme respecter cette réglementation.

5.5.4. Gestion journalière

Alors que le Comité Exécutif s'occupe de la gestion opérationnelle, le Conseil d'Administration a confié la gestion journalière aux Administrateurs Délégués, conformément aux articles 898 et 525 du Code des sociétés. A l'exception du Président-Administrateur Délégué, chacun des Administrateurs Délégués est responsable d'un domaine de compétence.

c) faire des propositions et recommandations au Conseil d'Administration sur la détermination et l'évaluation des objectifs de performance liés à la rémunération individuelle des Administrateurs et des membres du Comité Exécutif ;

2°) préparer le rapport de rémunération, conformément à l'article 96 §3 du Code des sociétés en vue de son insertion dans la déclaration de gouvernement d'entreprise ;

3°) commenter le rapport de rémunération lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires ;

4°) soumettre au Conseil d'Administration des propositions quant aux modalités et aux conditions relatives aux contrats des Administrateurs et des membres du Comité Exécutif ;

5°) en général, effectuer toutes les missions qui lui seraient allouées par le Conseil d'Administration en matière de rémunération.

Le Conseil d'Administration a également délégué au Comité de Rémunération conformément à l'article 21 des statuts, les pouvoirs d'exécuter les décisions du Conseil d'Administration relativement à tout plan d'options sur actions ou tout autre plan relatif à l'octroi d'instruments financiers, tels que des warrants ou des actions gratuites, plan existant ou futur, c'est-à-dire d'attribuer les options ou autres instruments financiers dans les limites fixées par le Conseil d'Administration, à qui il rend compte.

Le Comité de Rémunération s'est réuni trois fois au cours de l'exercice 2015.

5.1.2. Politique de rémunération 2015

Conseil d'Administration

Les statuts prévoient que les mandats d'Administrateur peuvent être rémunérés. La rémunération des Administrateurs non exécutifs avait été fixée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2013 à 3 000 euros par réunion du Conseil d'Administration et par Administrateur sous condition de leur présence effective.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 décembre 2015 a décidé de porter cette rémunération à 5 000 euros par réunion sous condition de présence, à compter de janvier 2016.

Les Administrateurs Exécutifs ne percevaient pas de rémunération au titre de leur mandat d'Administrateur d'Econocom Group. Leurs rémunérations résultent de leur relation contractuelle avec l'une ou plusieurs des sociétés du groupe ou de leur mandat au sein d'une ou plusieurs filiales du groupe.

Comités

Le Président et les membres du Comité d'Audit ont perçu en 2015 une rémunération de 2 000 euros par réunion, sous condition de leur présence effective. Le Président et les membres du Comité de Rémunération ont également perçu en 2015 une rémunération de 2 000 euros par réunion, sous condition de leur présence effective.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 décembre 2015 a décidé de porter la rémunération des Présidents et membres du Comité de Rémunération et du Comité d'Audit à 3 000 euros par réunion sous condition de présence, à compter de janvier 2016.

Les Administrateurs n'exerçant pas de fonction exécutive ne perçoivent aucune rémunération en dehors des jetons de présence stipulés ci-dessus.

Administrateurs Exécutifs et des membres du Comité Exécutif

Les rémunérations des Administrateurs Exécutifs et des membres du Comité Exécutif sont fixées par le Président et Administrateur Délégué, conseillé par le Comité de Rémunération.

Les rémunérations des Administrateurs Exécutifs et des membres du Comité Exécutif comportent une part variable significative comprise entre 30 et 50 % de la rémunération totale. L'Assemblée Générale Spéciale du 28 septembre 2011 a autorisé le Conseil d'Administration à déroger aux règles de fixation des rémunérations variables des dirigeants prévues à l'article 520ter, alinéa 2 du Code des sociétés, pour les exercices 2011 et 2012. Cette autorisation a été renouvelée lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 21 mai 2013 sans limitation dans le temps. La rémunération variable des Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutif a été fixée en 2015 sur la base de critères de performance annuels.

Les rémunérations variables 2015 des Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutif étaient conditionnées à l'atteinte d'objectifs qualitatifs et quantitatifs. Une part significative des rémunérations variables des membres du Comité Exécutif était subordonnée à l'atteinte d'un objectif commun relatif à la réalisation des objectifs budgétaires du groupe et en particulier au résultat net par action 2015. Les autres objectifs qualitatifs et quantitatifs sont propres à chaque membre du Comité Exécutif et Administrateur Exécutif en fonction de la mission et des responsabilités de chacun. Ces objectifs portent sur (i) les résultats (chiffres d'affaires et résultat avant impôt) du périmètre dont ils ont la responsabilité, (ii) à des objectifs de chiffre d'affaires sur des segments de marché stratégiques pour le groupe (Digital), (iii) à des objectifs d'économies et enfin (iv) à des objectifs qualitatifs.

Comme tous les autres collaborateurs du groupe Econocom, les Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutif salariés du groupe, sont évalués de façon continue tout au long de l'année par leur hiérarchie et lors d'un entretien annuel d'évaluation qui se déroule au premier trimestre de l'année suivante.

La politique de rémunération pour 2016 s'inscrit dans la continuité de la politique de rémunération 2015. Les rémunérations variables des Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutif sont conditionnées à l'atteinte d'objectifs qualitatifs et quantitatifs. Une part significative des rémunérations variables des membres du Comité Exécutif est subordonnée à l'atteinte d'un objectif commun relatif à la réalisation des objectifs budgétaires du groupe et en particulier au résultat net par action 2016. Les autres objectifs qualitatifs et quantitatifs sont propres à chaque membre du Comité Exécutif et Administrateur Exécutif en fonction de la mission et des responsabilités de chacun. Ces objectifs portent sur (i) les résultats (chiffre d'affaires et résultat avant impôt) du périmètre dont ils ont la responsabilité, (ii) à des objectifs de chiffre d'affaires sur des segments de marché stratégiques pour le groupe (Digital), (iii) à des objectifs d'économies et enfin (iv) à des objectifs qualitatifs. Conformément à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 21 mai 2013, les rémunérations variables 2016 sont conditionnées à l'atteinte d'objectifs sur un an. En conséquence, les rémunérations 2016 n'ont pas encore fait l'objet de discussion.

Le Conseil d'Administration n'a pas jugé nécessaire, compte tenu de la fiabilité de l'information financière du groupe, de mettre en place un droit de recouvrement des rémunérations variables attribuées sur la base d'informations financières erronées.

Rémunération globale au titre de l'exercice 2015, charges sociales incluses (milliers d'euros) :

Part fixe	2 684
Part variable ⁽¹⁾	1 121
Pensions, avantages en nature et autres rémunérations ⁽²⁾	1 175
Total	4 980

(1) dont 944 milliers d'euros au titre de 2015 à verser en 2016.

(2) dont 530 milliers d'euros versés à verser.

(3) ce montant intègre une indemnité de départ.

Ces informations correspondent aux rémunérations chargées sur 12 mois des membres Exécutifs du Conseil d'Administration et des membres du Comité Exécutif en fonction au cours de l'exercice 2015, c'est-à-dire Messieurs Bruno Lemaître, Jean-Philippe Roesch, Jean-Maurice Fritsch et Bruno Grossi en qualité de membre du Comité Exécutif, ainsi que Madame Véronique di Benedetto et Monsieur Georges Croix en qualité d'Administrateurs Exécutifs. Monsieur Jean-Maurice Fritsch a quitté la société au cours de l'exercice 2015 et ne fait plus partie des effectifs du groupe depuis le 1^{er} décembre 2015.

Par ailleurs, les Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutif bénéficient de 1 500 000 stock options ouvrant droits à 3 600 000 actions Econocom Group.

Cinq des six Administrateurs Exécutifs ou membres du Comité Exécutif ont été rémunérés au titre de leur contrat de travail en leur qualité de salariés de sociétés du groupe Econocom. Le sixième percevait indirectement une rémunération via une société qu'il contrôle et qui est rémunérée en qualité de mandataire d'une société du groupe Econocom. Cette rémunération forfaitaire est intégrée dans le tableau de synthèse ci-dessus.

Enfin, la rémunération de Jean-Louis Bouchard, Président du Conseil d'Administration, d'Administrateur Délégué et Président du Comité Exécutif du groupe est commentée au paragraphe 5.7.2.4.

Un seul des Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutif dispose d'une voiture de fonction.

5.7.2.4. Options sur actions et actions accordées, exercées, perdues et venues à échéance en 2015

Le 17 décembre 2014, le Conseil d'Administration a approuvé un nouveau plan portant sur 2 500 000 Options de Souscription attribuables dans un délai de 2 ans. Le Comité de Rémunération a attribué, le 18 décembre 2014, 2 075 000 Options de Souscription à 20 managers du groupe. Au cours de l'exercice 2015, le Comité de Rémunération a attribué 240 000 Options de Souscription le 29 juin 2015 et 120 000 Options de Souscription le 6 octobre 2015. Au 31 décembre 2015, le plan d'Options de Souscription approuvé par le Conseil d'Administration le 17 décembre 2014 a ainsi été attribué à hauteur de 2 435 000 des 2 500 000 Options de Souscriptions à 23 managers du groupe.

Au cours de l'exercice, les plans de stock options attribués en 2011 sont arrivés à échéance. Un des six bénéficiaires a exercé 30 000 stock options ouvrant droit à 120 000 actions. La livraison de ces actions a été réalisée par une cession d'actions Econocom Group auto-détenues. Les autres bénéficiaires des plans de stock options attribués en 2011 ont jusqu'au 31 décembre 2016 pour lever leurs options.

Au cours de l'exercice 2015, 260 000 stock options ouvrant droit à 260 000 actions ont été perdues à la suite du départ des salariés concernés.

5.7.2. Rémunérations allouées en 2015

5.7.2.1. Administrateurs non exécutifs

Cette section détaille les rémunérations individuelles et autres avantages accordés directement ou indirectement aux Administrateurs non exécutifs par Econocom Group ou toute société du groupe en 2015.

Rémunérations allouées en 2015, charges sociales incluses (milliers d'euros) :

Christian Bret	29
Robert Bouchard	18
Walter Butler	9
Gaspard Dürrieman	23
Charles de Water	3
Raf Kouyoumdjian	24
Jean Mounet	21
Total	127

5.7.2.2. Rémunération du Président du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif

Jean-Louis Bouchard assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration, d'Administrateur Délégué et de Président du Comité Exécutif du groupe. Il ne perçoit pas de rémunération de quelque nature que ce soit, ni ne bénéficie de retraite, assurance particulière ou autres avantages accordés directement ou indirectement par Econocom Group ou une société qui fait partie du périmètre de consolidation. La Société Econocom International BV, dont Jean-Louis Bouchard est Président, a facturé à Econocom Group et à ses filiales des prestations de direction et d'animation du groupe pour un montant de 2,5 millions d'euros en 2015 (2,9 millions d'euros en 2014).

5.7.2.3. Rémunération globale allouée en 2015 aux Membres Exécutifs du Conseil d'Administration ainsi qu'aux membres du Comité Exécutif

La présente section détaille de manière globale le montant des rémunérations et autres avantages accordés directement ou indirectement aux Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutifs par Econocom Group ou une société qui fait partie du périmètre de consolidation en 2015.

Rémunération globale versée en 2015, charges sociales incluses (milliers d'euros) :

Part fixe	2 593
Part variable ⁽¹⁾	1 200
Pensions, avantages en nature et autres rémunérations ⁽²⁾	641
Total	4 434

(1) dont 1 023 milliers d'euros au titre de 2014 et versé en 2015.

(2) dont 106 milliers d'euros au titre de 2014 et versé en 2015.

5.7.2.5. Indemnité de départ et autres engagements contractuels

Les contrats des Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutifs en fonction au 31 décembre 2015 contiennent les clauses usuelles notamment en matière de préavis. Ils ne contiennent pas de clause spécifique au titre des retraites ou indemnités de départ à l'exception des éléments cités ci-après.

Monsieur Jean-Philippe Roesch bénéficie d'une indemnité de départ d'un mois de salaire par année d'ancienneté s'ajoutant à l'indemnité conventionnelle ou légale. Cet engagement contractuel est intégralement provisionné dans les comptes.

5.8. Politique d'affectation du résultat et politique de dividendes

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale du 17 mai 2015 de procéder à un remboursement de prime d'émission assimilée à du capital libéré à raison de 0,175 euro par action.

Ce remboursement représente une progression de 17 % de la rémunération brute des actionnaires par rapport au remboursement de 0,15 euro brut par action versé en 2015 et de 46 % par rapport au dividende de 0,22 euro brut par action versé en 2014.

Le groupe poursuivra par ailleurs sa politique de rachats d'actions propres.

5.9. Relations avec les actionnaires dominants

Les déclarations de transparence transmises à la société mentionnent la présence d'Econocom International BV comme actionnaire dominant.

En application de l'article 74 § 6 de la loi du 1^{er} avril 2007 sur les OPA, la Société Econocom Group a reçu, le 4 décembre 2007, une notification de la part de la Société Econocom International NV, contrôlée par Jean-Louis Bouchard, indiquant qu'Econocom International NV détenait au 1^{er} septembre 2007, 12 857 760 actions Econocom Group, représentant 47,97 % du capital. Econocom International NV a changé de forme sociale en 2015 en Econocom International BV.

Au 31 décembre 2015, Monsieur Jean-Louis Bouchard détenait directement et indirectement 46 166 451 actions Econocom Group, représentant 41,03 % du capital. Monsieur Jean-Louis Bouchard est le seul actionnaire qui contrôle plus de 30 % du groupe ; il est dispensé de lancer une OPA, car il détenait déjà 30 % au 1^{er} septembre 2007 et a procédé aux notifications de participation prévues par la loi. Econocom Group n'a reçu aucune notification de franchissement de seuil en 2015.

Le 4 janvier 2016, suite à des rachats d'actions propres, Econocom Group a reçu une notification de franchissement de seuil d'Econocom International BV, de SCI de Dion Bouton, indirectement de Monsieur Jean-Louis Bouchard et d'Econocom Group l'informant qu'Econocom Group détenait plus de 5 % de son capital et que l'ensemble composé d'Econocom International BV, de SCI de Dion Bouton, indirectement de Monsieur Jean-Louis Bouchard et d'Econocom Group détenait plus de 46 % du capital de la Société. Toutefois, les titres Econocom Group détenus par Econocom Group sont privés de droit de vote, de sorte que l'ensemble d'actionnaires susmentionnés détiennent, au 4 janvier 2016, 41,03 % des droits de vote de la Société.

Les relations avec l'actionnaire majoritaire, la Société Econocom International BV, correspondent à des prêts/emprunts et à des prestations de services à caractère courant, rémunérés à des conditions normales. En octobre 2012, Econocom France a signé un bail avec la Société SCI de Dion Bouton, détenue par la Société Econocom International BV, dans le but de regrouper une partie de ses équipes situées en région parisienne dans un immeuble situé à Puteaux à compter de 2013. Ce bail est conclu à des conditions normales de marché. En 2015, la Société Econocom SAS a signé un bail avec la société SCI JMB contrôlée par Monsieur Jean-Louis Bouchard dans le but de regrouper à Villaurbanne dans des locaux rénovés les équipes situées dans la région lyonnaise. Ce bail est conclu à des conditions normales de marché.

5.10. Mention des schémas d'intéressement du personnel dans le capital d'Econocom Group

Plusieurs plans d'options ont été mis en place en faveur du personnel, des cadres et des dirigeants du groupe.

En décembre 2014, le Conseil d'Administration a approuvé un nouveau plan portant sur 2 500 000 droits de souscription (les « Options de Souscription 2014 »), dont 2 435 000 ont été attribués à date.

Une synthèse actualisée au 31 décembre 2015 des engagements pris par le groupe au titre de ces plans figure ci-après :

	Nombre d'Options attribuées	Nombre d'Options en responsabilité	Date limite d'exercice	Prix d'attribution (€)	Prix d'exercice (€)
2011	730 000	3 160 000	déc 16	12,25	3,06
2013	175 000	875 000	déc 18	5,96	5,96
2014	2 015 000	2 015 000	déc 19	5,52	5,52
2015	240 000	240 000	déc 20	7,74	7,74
2015	120 000	120 000	déc 20	7,61	7,61
Total	4 340 000	6 410 000			

(1) Les options attribuées antérieurement à la division par quatre de l'action Econocom Group (intervention en septembre 2012) donnent droit chacune à quatre actions Econocom Group et les options attribuées en 2013, 2014 et 2015 donnent droit chacune à une action Econocom Group.

Ces plans portent sur les actions Econocom Group cotées sur Euronext Bruxelles. Ils visent à associer les salariés, cadres et dirigeants du groupe à la marche des affaires et au développement du groupe. Une partie des options est soumise à des conditions de réalisation d'objectifs individuels et collectifs, internes et/ou externes.

Le prix d'exercice des options est fixé conformément à la réglementation en vigueur.

Les options sont inaccessibles. Il n'existe pas de couverture du risque de perte par Econocom Group en cas de baisse du cours de Bourse.

5.1.1. Émoluments du Commissaire

Au cours de l'exercice 2015, le réseau PricewaterhouseCoopers a rendu à Econocom Group et à ses filiales diverses prestations tant d'audit (comptes consolidés et comptes sociaux des sociétés du groupe) qu'exceptionnelles. La nature de ces prestations et les rémunérations associées sont précisées ci-après :

	2015	2014
(en euros)		
Émoluments consolidés du Commissaire pour la révision des comptes	3 453 348	4 065 475
Émoluments afférents aux mandats du Commissaire ou aux mandats assimilés exercés auprès du groupe par des personnes avec lesquelles le Commissaire est lié	3 401 171	7 888 600
Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein du groupe par le Commissaire	1 633 000	32 100
Autres missions d'attestation	0	0
Missions de conseils fiscaux	0	6 088
Autres missions extérieures à la mission revisorale	0	0
Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein du groupe par des personnes avec lesquelles le / les Commissaire(s) est / sont lié(s)		
Autres missions d'attestation	64 000	10 000
Missions de conseils fiscaux	6 272 816	6 429 934
Autres missions extérieures à la mission revisorale	1 031 140	93 320

5.1.2. Auto-détention d'actions

Se reporter au paragraphe 2.3.3.3 ci-dessus.

Les options accordées en 2011 et 2013 ont été formalisées par un contrat d'options signé par chaque bénéficiaire. Le texte des contrats d'options a été ratifié par le Conseil d'Administration du 25 janvier 2000. Afin d'intégrer l'évolution de la législation, une mise à jour de la convention type relative au plan d'options a été faite et approuvée par le Comité de Rémunération réuni le 16 septembre 2013.

Les options accordées en 2014 et 2015 s'inscrivent dans un plan d'Options de Souscription approuvé par le Conseil d'Administration le 17 décembre 2014. La documentation, et en particulier le plan d'Options de Souscription 2014, a été approuvée par le Conseil d'Administration le 17 décembre 2014. Elle intègre également une lettre d'octroi destinée à chaque bénéficiaire, accompagnée d'un formulaire d'acceptation à compléter par ce dernier.

Au cours de l'exercice 2014, 903 000 options ont été levées ouvrant droit à 3 612 000 actions et 25 000 options ont été perdues par leurs bénéficiaires. En décembre 2014, 2 075 000 options de Souscription 2014 ont été accordées.

Au cours de l'exercice 2015, 360 000 options ont été accordées à 3 bénéficiaires (dont 240 000 soumises à des conditions de performances), 30 000 ont été levées ouvrant droit à 1 200 000 actions et 260 000 options ont été perdues par leurs bénéficiaires.

Au 31 décembre 2015, 4 040 000 options n'ont pas encore été exercées. Les options attribuées antérieurement à la division par quatre de l'action intervenue en septembre 2012 donnent droit chacune à quatre actions Econocom Group et les options attribuées au cours des exercices 2013, 2014 et 2015 donnent droit chacune à une action Econocom Group. En conséquence, les 4 040 000 options attribuées ouvrent droit à un total de 6 410 000 actions Econocom Group représentant 5,70 % du nombre d'actions en circulation à la clôture de l'exercice. Enfin, 1 420 000 options (donnant droit à 1 420 000 actions) sont soumises à l'atteinte de conditions de performance, quantitatives et/ou qualitatives, individuelles et/ou collectives.

L'exercice de la totalité des 4 040 000 options conduirait à une augmentation des fonds propres de 28,8 millions d'euros.

6. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS À LA CLÔTURE DES COMPTES

En février 2016, le groupe a pris le contrôle de la société de droit français CINEOLIA en procédant à l'acquisition de 60 % de son capital. Cette société, spécialiste des services digitaux en milieu hospitalier, a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 million d'euros en 2015. Ses services consistent à offrir au patient un accueil et des solutions multimedia et digitales de qualité. Cette offre s'inscrit parfaitement dans la stratégie d'Econocom ; elle associe expertise technologique et solution financière au service du client final. Econocom confirme ainsi son intention d'investir dans le service digital auprès des établissements publics en particulier hospitaliers, en s'adressant aussi à l'utilisateur final avec un service adapté et un paiement à l'usage.

7. STRATÉGIE RSE

Le groupe Econocom est convaincu que la mise en place d'une politique de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) est créatrice de valeur sociale, environnementale, sociétale et économique à la fois pour Econocom, mais également pour toutes ses parties prenantes. La politique RSE fait partie intégrante des valeurs du groupe et de sa vision stratégique.

L'intégration de critères éthiques et responsables dans la conduite des affaires est fondamentale pour garantir les succès et réussites sur le long terme.

Dans ce cadre, le groupe a adhéré en 2012 au Pacte Mondial des Nations Unies et s'est ainsi engagé à respecter et promouvoir les 10 principes du Pacte en faveur des Droits de l'Homme, du Droit de travail, de l'Environnement et de la Lutte contre la corruption.

Econocom publie par ailleurs chaque année un rapport RSE qui décrit les principales actions engagées, disponible sur le site Internet Econocom.

En 2015, le groupe a annoncé sa nouvelle stratégie RSE, celle-ci vient s'intégrer à son plan Mutation.

7.1. La politique RSE du groupe Econocom

Le groupe s'est fixé une mission en matière de RSE : « Mettre le digital au service des organisations en apportant des réponses innovantes, réalistes et durables à de grands défis sociétaux. »

La mission se décline en deux engagements forts :

Le premier, tourné vers les hommes et les femmes du groupe : « Faire de nos collaborateurs les premiers acteurs du changement et de la responsabilité sociétale du groupe ».

Le groupe s'engage à développer et promouvoir l'organisation collaborative et transversale dans le cadre de sa transformation digitale, à assurer de la satisfaction de ses collaborateurs et à mettre en place des actions afin d'améliorer constamment cette satisfaction. Econocom encourage également la formation et le développement des compétences de ses salariés et promeut la diversité au sein de ses effectifs. Des principes d'éthique et de bonne gouvernance permettront de guider ses actions afin d'atteindre les objectifs que le groupe s'est fixé.

Le second, tourné vers ses parties prenantes externes : « Être un pionnier de la Responsabilité Numérique des Entreprises en développant des projets en mode collaboratif, au service de la société et du développement durable. »

Econocom s'engage envers ses parties prenantes externes à développer des solutions digitales innovantes pour la compétitivité des entreprises européennes et proposer des solutions au service de la réduction des impacts sur l'ensemble du cycle de vie. Le groupe a également à cœur de se positionner sur un défi sociétal fort qui est celui du numérique au sein de l'éducation.

Le groupe promeut l'entrepreneuriat, qui est l'une des valeurs fondamentales du groupe, au sein de son écosystème, mais aussi en interne.

Enfin, Econocom souhaite renforcer sa politique d'achats responsables et faire évoluer ses relations avec ses fournisseurs.

Econocom s'engage à réduire sa propre empreinte environnementale et met en place des actions afin d'identifier et de maîtriser les postes les plus émetteurs. Le groupe mène des campagnes de sensibilisation auprès de ses collaborateurs afin de les encourager à adopter des comportements responsables.

Afin de renforcer sa gouvernance en matière de RSE et de garantir l'atteinte des objectifs RSE et le respect du plan d'action, le groupe s'est doté d'un Comité de Direction RSE composé de 10 Directeurs représentant les principaux métiers du groupe. A cet effet, un baromètre de mesure des grands objectifs qu'Econocom s'est fixé sera publié deux fois par an.

7.2. Axes de développement prioritaires

7.2.1. Faire de nos collaborateurs les premiers acteurs du changement et de la responsabilité sociétale du groupe

Organisation collaborative et transversale :

Le groupe a la conviction que la transformation digitale des organisations, et notamment sa propre transformation digitale, implique de nouvelles façons de travailler et une union des différents savoir-faire qui composent l'organisation. Econocom a choisi d'orienter ses actions sur l'aménagement des locaux afin de les rendre plus collaboratifs et le développement de l'utilisation des outils collaboratifs afin de permettre le renforcement de ses solutions cross-activités.

Notre ambition : développer une culture commune et mettre en place une organisation et des outils collaboratifs qui traitent avec agilité des sujets transversaux. Augmenter le business cross-activité.

Satisfaction des collaborateurs :

Econocom est attentif à la satisfaction de ses collaborateurs, le digital permet notamment une autre relation au travail qui favorise l'épanouissement et l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle : Econocom a lancé le programme SHARE en 2012.

Notre ambition : attirer et garder les talents de bon niveau. Mesurer la satisfaction des collaborateurs et en faire l'objet d'un plan d'actions au niveau groupe.

Formation et développement professionnel :

Le groupe est conscient de l'importance de son capital humain et a mis en place une politique de formation afin de développer les compétences et l'employabilité de ses collaborateurs. Econocom souhaite renforcer significativement sa politique de formation.

Notre ambition : sensibiliser chaque collaborateur à l'importance de son développement professionnel et personnel, identifier ses axes de progrès et lui donner les moyens pour monter en compétences.

7.2.2. Être un pionnier de la Responsabilité Numérique des Entreprises en développant des projets en mode collaboratif au service de la société et du développement durable

Solutions au service de la réduction des impacts sur l'ensemble du cycle de vie :

Econocom s'engage à développer et proposer à ses clients des solutions au service de la réduction des impacts sur l'ensemble du cycle de vie. Le groupe a pour ambition d'aider les organisations à identifier et maîtriser les impacts environnementaux, sociaux et sociétaux liés à l'utilisation de matériels numériques.

Notre ambition : définir nos principaux axes de progrès et d'innovation pour développer des solutions plus responsables et valoriser ces offres auprès de nos clients afin de faire reconnaître notre engagement sur le marché.

Promouvoir l'entrepreneuriat au sein de notre écosystème :

Aimer entreprendre » est essentiel au sein du groupe Econocom et est une de ses valeurs phares. Econocom souhaite promouvoir l'entrepreneuriat aussi bien en interne qu'au sein de son écosystème. Le groupe souhaite renforcer son engagement vis-à-vis des startups mais également vis-à-vis de ses collaborateurs.

Notre ambition : accompagner et faire grandir plusieurs startups et satellites et être identifié comme un acteur clé de leur réussite. Développer une culture interne de l'intrapreneuriat.

Engagement fort sur le défi sociétal de l'éducation :

Econocom doit contribuer à relayer le défi du numérique au sein de l'éducation et promouvoir l'accessibilité et la lutte contre la fracture numérique. Econocom met en œuvre des solutions adaptées au milieu éducatif.

Notre ambition : être reconnu pour avoir contribué au développement d'une éducation innovante et de meilleure qualité grâce au digital et pour en avoir facilité l'accès auprès d'enfants et de jeunes qui en sont habituellement éloignés.